

n° 719 - 4 F

du 18 nov. au 24 nov. 1976

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE

DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

dossier :
un Parly II culturel

Beaubourg



un nouveau La Villette ?

Direction politique :
Alain Tlemcen

Rubriques :

- OÙ va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Luttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Collaboration technique :

Max Pagis - José Sanchez

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux
Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic-Press, Saint-Ouen

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- Elections partielles : de sérieuses leçons. *Gilbert Hercet* P. 5
- L'évolution du PCF : progrès et limites. *Victor Fay* P. 6
- Une quatrième composante ? *Léo Goldberg* P. 7

Briser la chaîne

- Conseil national CFDT : drôle d'enjeu. *Pierre Régnier* P. 8
- Congrès FNHET : quelle fusion ? P. 9
- Casterman : un drôle de Tintin ! *Jean-Yves Roy* P. 10

Notre dossier :

Un Parly-II culturel

Tribune socialiste publie des extraits du livre à paraître aux Editions Syros, en janvier, sur Beaubourg.
Commission culturelle du PSU P. 11 à 14

Injustice

Démocratie française et guillotine. *Michel Etienne* P. 16

Les exclus de l'intérieur

Grande-Bretagne : la charte des femmes travailleuses. *Dominique Lambert* P. 17
Dijoud chez les immigrés. *Michel Camouis* P. 17

Garde à vous-même

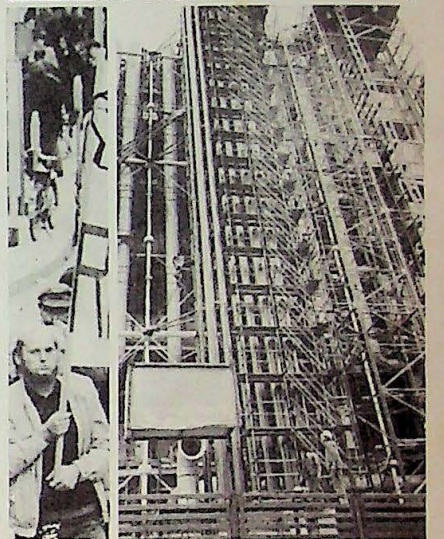
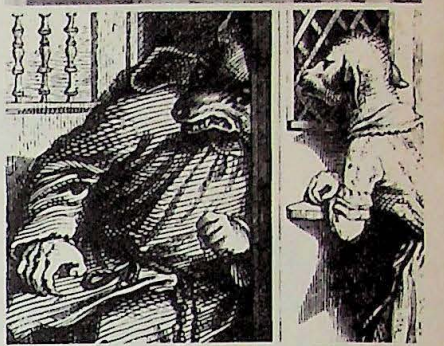
Soldats : un an après Besançon. *Pierre Thuret* P. 18

Et pourtant elle tourne

Portugal : deux stratégies politiques s'affrontent. *Alain Echegut* P. 19
Espagne imprévisible. *Claude Deslhiat* P. 20

C'est aussi politique

René Allio... et Pierre Rivière. *Propos recueillis par José Sanchez* P. 21



courrier des lecteurs

Inutile de revenir sur ce que de nombreux lecteurs ont dit sur l'amélioration du journal et les progrès réalisés depuis la parution de la nouvelle formule.

Passons donc sur les éloges et allons tout de suite aux critiques :

— les numéros de *TS* nous paraissent beaucoup trop décousus (celui du 7 octobre l'est particulièrement). On parle de tout un peu, et les articles sont un peu rassemblés pêle-mêle ;

— il manque bien souvent sur des événements ou des thèmes particuliers un « fond politique », c'est-à-dire une analyse à la fois approfondie mais qui ressorte également de manière claire à la lecture. Bien souvent, on cherche la position du PSU dans les articles un peu trop touffus ;

— les dossiers sont un progrès considérables sur ce plan (dossier racket pétrolier, dossier Corse...). Mais certains sont un peu trop généraux (celui sur l'École par

exemple). Il faudrait faire de ces dossiers un véritable instrument pour les secteurs. Rédigés dans ce but ils aideraient beaucoup à la diffusion du journal ;

— *TS* ne colle pas toujours à l'actualité : par exemple après la mort de Mao, l'événement ne nous semble pas avoir eu toute sa dimension dans *TS*. Les dossiers sont parfois un peu en retard ;

— par contre bon point pour les caricatures de Battelier, très bon point pour celles de Cagnat.

D'une manière générale, *TS* en gros progrès manque un peu de cohésion et ne donne pas toujours d'une manière compréhensible les positions du PSU sur tel ou tel problème (exemple à suivre celui de l'armée dans le n° 713).

Pour terminer nous vous demandons avec la plus grande insistance de mettre à la disposition des sections et des militants d'avantage de matériel de propagande pour *TS* (affiches, etc.).

Bon courage et sans rancune (bien au contraire, on veut vous encourager !).

A. Morel, Bouches du Rhône ■

Le numéro évoqué, et qui s'est fort bien vendu, avait plutôt suscité des éloges. Mais tous les points de vue sont à prendre en considération.

Le renforcement en cours de l'équipe de rédaction, permettra de mieux hiérarchiser l'importance des articles, de les rendre plus clairs et plus accessibles. Merci pour les encouragements. ■

Militant du PSU, je m'égosille avec d'autres sur les marchés de week-end pour vendre *TS*.

Depuis quelque temps, *TS* a lancé une campagne d'abonnement. Mais comment vendre le journal, comment abonner des sympathisants si *TS* reste si austère !

On a la chance de pouvoir disposer des talents de Battelier ! Alors, qu'est-ce qu'on attend ?

N.D. Paris ■

Le numéro précédent a dû te donner satisfaction. Rassure-toi nous l'utiliserons le plus possible. Nous ne trouvons pas plus particulièrement tristes les articles d'humour de C.M. Vadrot.

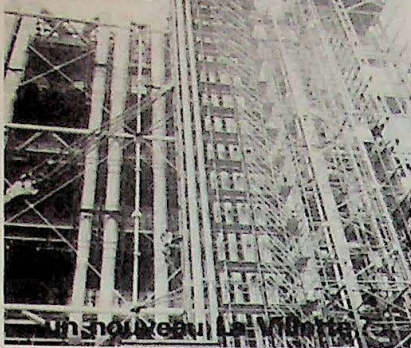
De plus il ne faut pas confondre, information précise et austérité. ■

Toute l'église et les militants chrétiens sont secoués, pas seulement par l'affaire Lefebvre, mais aussi par les rapports entre chrétiens et forces socialistes.

Ce que *TS* a dit là-dessus, est notoirement insuffisant. Ne serait-il pas possible de préparer un dossier sur le sujet ?

Y.G. Chalons-sur-Marne ■

Il est effectivement en préparation, et sera bientôt publié. ■



POUR COMBATTRE LE DESEPOIR

Un groupe de dissidents libéraux, dont plusieurs se réclament d'un marxisme libéré du carcan qui pèse sur lui en URSS, vient de faire paraître dans leur langue un ouvrage où s'expriment leurs diverses tendances, qui vont du réformisme proclamé, mais non dépourvu d'audace de Sakharov aux positions nettement autogestionnaires de Vadim Belotserkovski.

Le groupe qui se présentait pour la première fois cette semaine devant la presse parisienne cherche à élaborer un programme constructif de caractère démocratique.

Dans ce pays immense où le capitalisme a été aboli, il est, disent-ils, possible à partir de ce qui existe, de bâtir une société qui se libère, cette fois, du système bureaucratique qui lui interdit de s'épanouir.

Mais les forces capables de mener à bien cette tâche ne peuvent envisager une alternative, car tout débat, toute expression leur sont actuellement impossibles.

C'est donc de l'émigration seule que peuvent partir des propositions nouvelles capables de les mobiliser. Peu nombreux, isolés les uns des autres, au moins jusqu'à ce jour, ces hommes courageux, faisant renaître les traditions de l'émigration révolutionnaire, en appellent à la gauche occidentale; ils comptent sur elle pour leur apporter les moyens de développer le débat entre-eux comme avec elle-même, et pour le faire connaître de part et d'autre des frontières de leur pays.

Pour connaître les positions de la gauche soviétique et le débat ouvert avec les marxistes occidentaux lisez « Demain l'URSS » présentant des articles de R. Medvedev, L. Pliouchitch et collaborateurs (Ed. Syros, coll. Histoire et Théorie, 21 F).

éditorial

BATTRE LA DROITE AU SECOND TOUR

LES élections législatives partielles, que Gilbert Hecet commente par ailleurs, accentuent le clivage au sein de la majorité présidentielle. La réélection au premier tour de Jacques Chirac et de Jean Tibéri va donner un nouvel essor aux projets de l'ex-Premier ministre. Son rôle de leader de la droite s'affirme de plus en plus. Son succès est venu à point pour éclipser celui que *Démocratie française* avait recueilli grâce au battage publicitaire officiel.

Dans le camp giscardien, les signes d'affolement se multiplient. Selon le chef de l'Etat, il y aurait 30 % des Français à rassembler autour de ses idées. Michel Poniatowski en a été chargé, mais, en dehors des Républicains indépendants, — et encore certains d'entre eux lorgnent du côté de Chirac — on ne voit guère qui s'embarquera dans cette aventure. Giscard apparaît déjà comme le grand vaincu de ces élections. Une défaite des candidats du pouvoir aiguïserait encore les contradictions de la majorité.

Ce n'est pas le seul aspect du problème posé par ce second tour. Il doit permettre de mesurer la cohésion de toutes les forces de gauche et d'extrême gauche dans la bataille contre la droite, le degré de mobilisation populaire contre le plan Barre et ses conséquences désastreuses pour les travailleurs.

LORSQUE le gouvernement avoue que le million de chômeurs est dépassé tandis que l'inflation se poursuit, infliger un échec aux candidats du pouvoir constitue une première réaction qui doit aider au développement des luttes.

C'est pourquoi il serait totalement irresponsable de vouloir distinguer en cette occasion entre les candidats de gauche opposés au second tour aux anciens ministres de Giscard. Il faut tout faire pour battre aussi bien Achille Fould en Gironde, que Bernard Destremau dans les Yvelines, Gérard Ducray dans le Rhône ou Gabriel Perronnet dans l'Allier. L'appoint modeste des suffrages obtenus par le PSU dans trois des circonscriptions où il y a ballottage peut, cependant, être décisif. Il ne doit, en aucun cas, faire défaut.

PAR-DELA cet épisode électoral, ce qui va compter dans les mois qui viennent, c'est la détermination des travailleurs à résister à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail. Il paraît que l'aggravation dramatique du chômage conforte Raymond Barre dans sa décision de bloquer les salaires.

Ce qui va se passer dans le secteur public servira de test. Si l'ensemble des organisations syndicales appuyées par les forces politiques de la classe ouvrière refusent de céder, le pouvoir devra reculer ou tenter l'épreuve de force. Quelle que soit la « fermeté » qu'affiche M. Raymond Barre, il y sera d'autant moins enclin que, dans le pays, les assises de sa majorité s'effondrent. Chacun peut saisir en cette circonstance le lien étroit entre luttes sociales et luttes politiques et la signification que va prendre le vote de ce dimanche.

Victor LEDUC ■

humeur: Saunier-Séité : peu de fric, mais bien placé

Alice Saunier-Séité vient d'annoncer et de commenter son budget de répression et de restrictions à l'Assemblée nationale; et dans les faits tout le monde somnole doucement, bercé par le bruissement des communiqués.

Alice continue tranquillement à marquer des points et à construire son université au service de l'industrie privée et du ministère de l'Industrie par DCRST interposée. Contrairement à ce qu'explique le Sne-sup, la réforme du 2^e cycle est bel et bien en train de se mettre en place, comme fut mis en place, malgré les protestations celle du 3^e cycle, comme fut imposé le DEUG et comme seront prochainement installés les instituts de formation des maîtres. Ce que dit à ces propos le SGEN-CFDT n'est hélas pas assez entendu.

Rarement un pouvoir aura progressé avec autant de certitudes et autant d'assurance, rarement un projet de société libérale a pu s'avancer sans se modifier aussi peu. Peut-être parce que le premier refus de masse, au printemps dernier, est venu trop tard. Mais aussi parce que des organisations syndicales ont délibérément trahi en se contentant de promesses qui n'ont pas été tenues, laissant la CFDT face au ministère.

Alice Saunier-Séité annonce que le budget de la recherche est en augmentation de 63 % alors que la ligne budgétaire à laquelle elle fait allusion en citant ce chiffre, est en progression de un million par rapport à 1975, et provoque la colère des chercheurs qui voient leur dotation fondre depuis le début des années 70. Mais n'empêche qu'ils continuent de chercher et de développer des trésors d'ingéniosités pour utiliser le peu qu'on leur donne.

De la même façon, dans la plupart des faits, même lorsqu'ils sont dirigés par des mandarins progressistes, les enseignants font des miracles pour vivre avec les maigres crédits fournis par le ministère. Dans les départements on déploie des trésors d'imagination, tout en râlant, pour « faire avec ce qu'on a », les chargés de cours étant les premiers frappés par ces économies ainsi « suggérées » par le secrétariat d'Etat aux universités. Tout comme en sont victimes les étudiants salariés qui trouvent de moins en moins de cours le soir ou le samedi.

Patiemment les industriels attendent à la porte des faits que l'on fasse appel à eux pour boucher les plus gros trous. Moyennant quelques compensations et quelques droits de regards sur le contenu des cours et sur le choix des enseignants. Comme pour les Instituts Universitaires de Technologie, ils souhaitent s'installer dans les conseils d'université.

En attendant leur arrivée en masse, en attendant que les contrats avec le secteur privé deviennent la règle pour toutes les faits, les gestionnaires-enseignants font les pieds au mur sans en appeler à « l'opinion » enseignante et étudiante. Ils ne se réveilleront qu'au bord du gouffre.

Et le ministère est content: plus la pénurie est grave et contraignante plus les présidents la gèrent avec cette compétence capitaliste que le pouvoir apprécie.

C.M. VADROT ■

pris à la source

les ministres d'Etat entre eux

Le 10 septembre dernier, le gouvernement Barre est déjà entré en fonction. Michel Poniatowski s'il reste ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a perdu au passage la responsabilité de l'Aménagement du territoire. Celle-ci est revenue à Jean Lecanuet, qui reste ministre d'Etat, mais fuit la Justice après un cinglant échec dans son action contre le Syndicat de la magistrature. Olivier Guichard entre au gouvernement, comme ministre d'Etat, chargé de la Justice. Mais ses préoccupations vont au rapport qu'il mijote depuis de longs mois, sur la réforme des collectivités locales.

Où est donc le 10 septembre ? Giscard vient de rappeler à ses ministres qu'il ne tolérera pas le moindre manquement à la solidarité ministérielle. Le fidèle entre les fidèles, Ponia, a compris. Il peut y aller.

Et d'envoyer une circulaire à tous les préfets, leur rappelant tous les pouvoirs de tutelle dont ils disposent en ce qui concerne les collectivités locales. Qu'ils doivent exercer avec rigueur. Et s'ils hésitent, qu'ils veuillent bien l'interroger, lui, leur ministre. Et personne d'autre.

Jean Lecanuet qui n'a pas été consulté, entre dans une colère homérique. Le Congrès du CNERP doit se tenir bientôt à St-Etienne et son thème est les « Collectivités locales et l'emploi ». Il doit le présider. Il sait que la grogne et la rogne vont éclater. Plutôt que de l'affronter et de défendre son cher collègue, il préfère partir à une providentielle conférence à Bari (Italie) sur les problèmes de l'urbanisme.

Olivier Guichard, plus roublard, présente à Paris, et pas à St-Etienne, son vaste rapport, qu'il a fait approuver par Giscard. Et de montrer qu'il est temps de faire éclater la pesante tutelle de l'Etat. « Les maires me comprendront », ajoute-t-il.

Et pas que les maires.

Depuis les cabinets cherchent à recoller les morceaux. Les ministres d'Etat eux, se taisent. Ils sont solidaires.

cher Juan Carlos

L'avocat basque Juan Cruz Unzurrunzaga a été arrêté le 27 octobre 1976 à 6h45 du matin, quand il revenait par train de la Biennale de Venise, en compagnie d'un autre membre de la délégation basque, ce dernier résidant à Paris. M. Unzurrunzaga avait été invité par le maire de la ville en tant qu'avocat de prisonniers basques et membre de la « Comision Gestora Pro-Amnistia ».

Deux inspecteurs ont fait descendre les deux voyageurs du train Venise-Paris à Vallorbe (Suisse) et les ont conduit à Fresne, en territoire français.

M. Unzurrunzaga témoigne :

« Tout le matin, j'ai été interrogé par des policiers, mais je n'ai pas répondu aux questions. Ils ont téléphoné souvent à Paris. A midi, j'ai été relâché, puis de suite repris. On me surveillait comme si j'étais un malfaiteur, j'avais un policier toujours derrière moi, même quand j'allais aux toilettes. »

« A 13 h 45, on m'a renvoyé à Vallorbe avec la notification suivante : "Interdiction d'entrée en France pendant le séjour de Juan Carlos à Paris" ».

Le délai ayant fini le 30 octobre, je prends ce jour le train à Lausanne. Mais l'histoire va se répéter encore une fois à Vallorbe : Cette fois-ci, M. Unzurrunzaga se voit empêcher d'entrer en France sans aucune explication, sans parler de délai.

« J'ai expliqué à M. Paffran, l'un des inspecteurs qui m'avait interrogé le premier jour et celui qui m'avait arrêté pour la deuxième fois, que mon passeport est légal, que je n'ai jamais demandé l'asile politique, que je n'ai jamais eu d'incident en territoire français... Il m'a suggéré de prendre un avion à Genève et me rendre directement à Madrid... »

A-t-on le droit, au ministère de l'Intérieur, d'empêcher un citoyen étranger, avec ses papiers en règle, de traverser la France ? Assistons-nous à l'élaboration d'une nouvelle législation *de facto* par le ministère de l'Intérieur ?

Pire, doit-on en conclure, que les accords passés au nom du « cher Juan Carlos » entre Ponia, et le ministre de l'Intérieur espagnol Villa, vont jusqu'à tenter d'empêcher qu'un avocat basque exerce son métier, en assurant la défense de nombreux prisonniers basques qui restent encore dans les geôles du royaume ? ■

Gemayel et Chamoun pris à leur propre piège

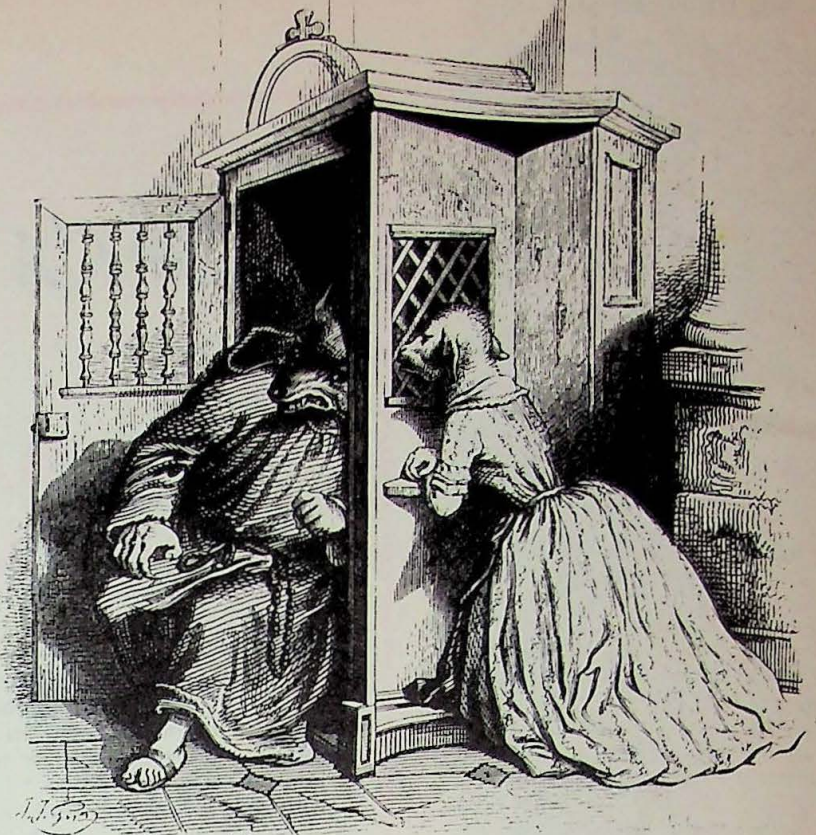
Les leaders chrétiens du Liban, Gemayel et Chamoun, après avoir fait appel aux Syriens, pour écraser la résistance palestinienne, voudraient aujourd'hui s'en débarrasser.

Les Syriens en effet, qui veulent contrôler maintenant toute la vie politique libanaise, font de gros efforts pour s'implanter sur tout le territoire libanais et freiner, puis arrêter les activités des unités armées chrétiennes.

Du coup, naît l'idée chez les dirigeants chrétiens, de rechercher les contacts avec Israël, et s'opposer ainsi aux Syriens.

Israël, de son côté, cherche à diviser le Liban, et à créer un Etat chrétien indépendant, ce qui ne correspond absolument pas aux visées de Gemayel. Lui cherche la création d'un état libanais avec des enclaves chrétiennes.

Ils tournent donc en rond, comme un chien qui mord sa queue. ■



l'argent n'a pas d'odeur

L'argent n'a pas d'odeur... Le dicton est bien connu. « Les affaires sont les affaires » disait Octave Mirabeau au siècle dernier.

Nous voici loin du rassemblement travailliste dont a parlé Jacques Chirac.

Pas si loin.

Pour assurer sa remontée, l'ancien Premier ministre, ne compte pas seulement sur les électeurs de Corrèze. Il a passé contrat avec Michel Bon-

grand, qui avait assuré la campagne de Lecanuet aux élections présidentielles de 1965, et celle de l'ancienne UNR aux législatives de 1967. Bongrand ne passe pas pour être spécialement bon marché.

Le très honorable Joseph Fontanet, lui voit plus grand. Pour lancer un quotidien du soir destiné à concurrencer *Le Monde*, il dispose déjà de 4 milliards d'anciens francs. Renouvelables, précise-t-il, aux rédacteurs qu'il contacte.

Allons, Hersant, n'est pas tout seul. Le pluralisme est assuré. ■

l'obstacle majeur

Il aura donc fallu 55 jours de grève de la faim, et 8 jours de grève de la soif, pour que la Chambre d'accusation de Lyon se décide à libérer Toussaint Armani, Toussaint Pantaloni, Dominique Capretti et Dominique Alfonsi, les quatre derniers militants corses, qui étaient arbitrairement emprisonnés, depuis plus de deux mois.

L'opération « Ile morte » qui s'était déroulée le mardi 9 novembre en Corse avait montré que l'ensemble de la population de l'île, était solidaire des inculpés. Mieux : pour la première fois, les organisations politiques et syndicales de la gauche traditionnelle — étrangement absentes jusqu'ici dans le débat, pour ne pas dire négatives — s'étaient associées à cette journée organisée par le CAR (Comité antirépression Corse).

La politique de répression choisie, par l'ineffable Poniatowski, était mise en échec. Tous les Corses lui signifiaient qu'ils n'admettraient plus de pareilles procédures. Volant tristement à son secours, le procureur général Kastner, soulignait à l'audience, que les inculpés avaient en arrêtant leur grève de la soif la veille « levé l'obstacle majeur qui rendait impossible toute décision de mise en liberté. Une décision judiciaire ne saurait en effet être rendue sous la pression d'un événement des hommes et des choses. »

L'immonde hypocrisie de la chancellerie, a rarement été aussi évidente. Faute de pouvoir s'appuyer sur le moindre dossier, elle essaye de faire croire, qu'une justice sereine, ne peut céder ni au chantage des accusés, ni à la pression de l'opinion.

Tout cela au titre de la justice exercée au nom du peuple. Tout cela dans l'espoir vain d'évacuer un double problème : celui qui contredit tout le reste du Droit français, celui beaucoup plus lourd encore, posé par le peuple

corse qui entend faire reconnaître ses droits, tous ses droits.

l'idendité retrouvée

Car là est la véritable question.

Depuis des années, et beaucoup plus vivement dès l'arrivée du préfet Jean Riolacci, le gouvernement tente désespérément de contenir la montée des revendications du peuple corse. Celui-ci ne se borne plus, à dénoncer les méfaits de la politique économique du gouvernement, qui touche particulièrement les habitants de l'île. Il entend également mettre en avant les problèmes spécifiques qui sont les siens, et qui se résument en quelques mots : « le droit à l'auto-détermination du peuple corse devra être reconnu. »

Cette aspiration à l'idendité s'exprime selon les organisations en termes différents.

Mais on ne saurait désormais l'ignorer. La plupart d'entre elles — et d'abord celles qui se réclament du mouvement ouvrier — ont feint pendant longtemps de croire, qu'il s'agissait d'un problème de vocabulaire.

Les militants corses emprisonnés, ont depuis le départ, par leur comportement, fait tomber bien des masques. Et créé de nouvelles solidarités. La meilleure manière de fêter leur libération, est de l'approfondir, pour que vive une Corse libre et socialiste.

Marc ECHEVERRY ■

où va la France ?

élections partielles : de sérieuses leçons

Même s'il était sans illusion, le PSU ne peut qu'être déçu par les résultats qu'il enregistre à l'occasion de ces « partielles ». Mais, avant de réfléchir à notre propre sort, essayons de tirer quelques enseignements généraux des sept scrutins de dimanche.

Le premier élément curieusement oublié par bien des commentateurs, c'est la progression globale de la gauche, confirmée dans cinq des sept circonscriptions en jeu, comme elle le fut lors des dernières partielles et des récentes cantonales. Sur la base des résultats enregistrés dimanche dans des circonscriptions traditionnellement peu favorables à la gauche (c'est le moins qu'on puisse dire), il est clair que le mouvement actuel des suffrages fait qu'au niveau national, la gauche est aujourd'hui en mesure de l'emporter dans une consultation nationale. Là est à l'évidence le principal élément positif.

Dans des zones de force soigneusement choisies par elle, la droite s'effrite, sauf, on l'a assez dit, chez Chirac et chez Tiberi. On peut, du reste, s'interroger pour savoir si c'est — comme elle le dit — l'UDR qui se maintient contre ses alliés giscardiens et centristes, ou si c'est, plutôt, le succès de personnalités particulièrement bien implantées, disposant chez elles de réseaux d'influence efficaces. Reste, bien sûr, que le « chiracisme » va se sentir des ailes, dans la préparation des municipales et des législatives.

La progression de la gauche, c'est bien sûr, d'abord, celle du PS. La croissance tous azimuts du PS continue, et elle est d'autant plus sensible cette fois-ci que les circonscriptions concernées comportaient un réservoir important de voix centristes de 1973. Bien des électeurs réformateurs d'il y a trois ans, parmi les classes moyennes notamment, n'ont guère apprécié — que ce soit dans l'Allier, dans la Gironde, ou dans le Rhône — le ralliement de leurs leaders bien-aimés au giscardisme. Le PS, de plus en plus rassurant dans la mesure où il surclasse le PC au sein de l'union de la gauche, leur fournit une nouvelle structure d'accueil.

Et puis, marginalement, le PS gagne sur trois autres fronts : celui d'électeurs « gaullistes » déçus par Giscard, celui des nouveaux électeurs, jeunes de 18 à 21 ans, et celui des autres partis de gauche : de ce point de vue, le PSU est directement victime de la progression du PS, mais aussi les diverses formations d'extrême gauche — les petites positions gagnées par Arlette Laguiller sont en déliquescence —, le MRG de Fabre, et bien sûr le Parti communiste : là où le PS-Attila passe, l'herbe a du mal (pour le moment) à repousser.

Le PCF tient mieux (dans l'Allier), voire progresse (dans les Yvelines) là

où il peut compter sur de fortes concentrations ouvrières et sur une implantation solidement encadrée. *L'Humanité*, lundi dernier, s'en félicitait. A certains égards, on la comprend. Mais on ne peut que se demander, en même temps, dans

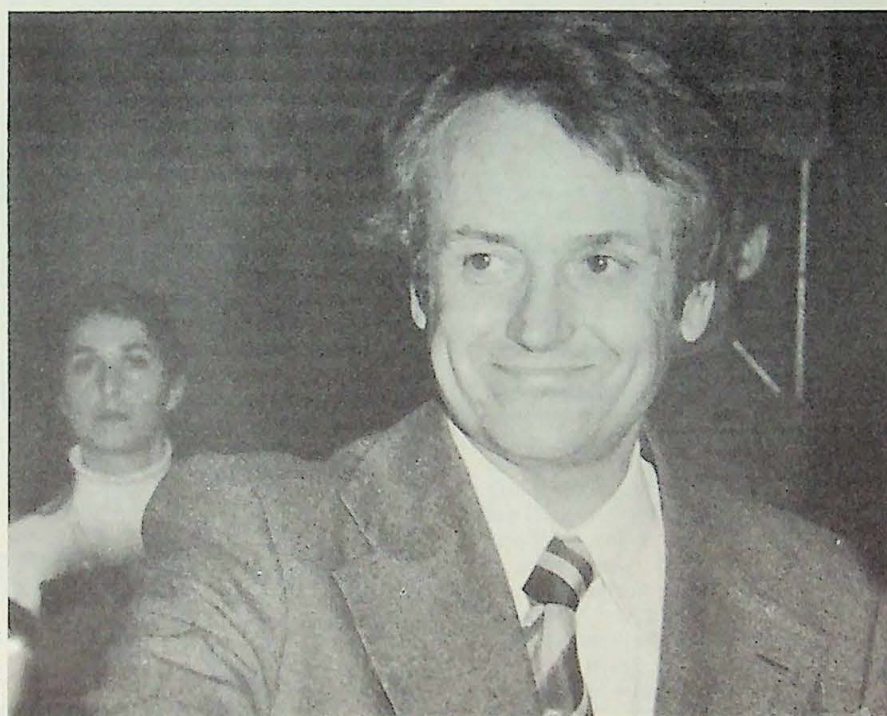


Photo A.F.P.

quelle mesure le PC peut tranquillement, dans ces conditions, affirmer que la seule ligne possible reste celle du 22^e congrès. Après tout, au fur et à mesure que le PCF tente de ressembler à un parti socialiste, des couches croissantes de ses électeurs potentiels préfèrent, tant qu'à faire, voter pour le vrai Parti socialiste — qui, du reste, fait bien son travail ! Le PCF a sans doute pris trop tard son « virage italien » : les camarades communistes finiront-ils par traduire en interrogations stratégiques leurs difficultés politiques et électorales ?

Mais, nous dira-t-on, peut-être, regardez donc d'abord la poutre qui est dans vos yeux, avant de souffler sur les poussières des voisins ! Eh bien, reconnaissons les choses franchement, et cessons, à l'image d'une certaine extrême gauche, de tenter de transformer les revers en victoires.

Le PSU laisse donc des plumes dans l'opération. Bien sûr, il faut rappeler qu'il s'agit d'élections partielles, et que ce type de consultations nous est régulièrement défavorable (qu'on

se rappelle Le Havre ou Tours). Il semble que nos électeurs potentiels se déterminent différemment selon qu'il s'agit d'une consultation à enjeu national — où l'on peut voter pour un courant politique — ou d'un scrutin partiel : dans ce dernier cas, le vote « utile » pour « le candidat le plus crédible » est beaucoup plus net (il s'agit de confirmer, ou non, un sortant) : le phénomène accentue la bipolarisation, et tend à ramener le PSU à sa frange sympathisante minimale.

Le jeu des moyens d'information s'ajoute à cela : la grande presse, la radio, la télévision, ont systématiquement « oublié » les candidats du PSU, et ont même passé sous silence les propositions nationales du parti pendant la période préélectorale (notamment la lettre de Michel Mousel aux organisations de gauche à propos des nationalisations).

Bien sûr, la multiplicité des candidatures, la croissance des thèmes

étroitement écologiques, notamment dans la région parisienne, n'ont rien arrangé.

Mais peut-être avons-nous aussi à réfléchir en termes d'autocritique politique collective. Le PSU a un projet politique, élaboré par ses militants, bien connu d'eux, et porté peu ou prou dans les luttes de masse. Mais ce projet est-il seulement perçu par les travailleurs ?

Il est certes fondamental d'apparaître en pointe à l'occasion de conflits ponctuels essentiels, comme ceux des minorités nationales, de l'écologie et du nucléaire, de l'armée. Cela crée d'ailleurs autour de nous un courant très réel de sympathie et de militantisme (même si d'autres en tirent, le moment venu, les principaux bénéfices). Mais cela ne suffit sans doute pas à rendre connu et crédible le projet politique autonome du PSU, au sein de l'unité populaire. Au fond, bien des travailleurs, même parmi ceux qui se sentent proches de nous dans la vie quotidienne, ne comprennent pas très bien quelle utilité *politique* présente, au niveau national, le PSU, et en quoi il serait nécessaire de le renforcer, que ce soit en terme de suffrages ou en terme d'adhésions. C'est sans doute là que réside, pour nous, la leçon essentielle de ces médiocres « partielles ». Face à la percée continue d'un PS présenté par l'ensemble des *media* comme porteur du projet alternatif au règne de la majorité politique actuelle, il ne nous suffit pas d'exister, de bien militer, et d'être présents dans les luttes significatives. Il nous faut savoir « faire passer » au niveau des masses ce qu'est notre stratégie, notre projet, et en quoi surtout, il est indispensable, non pas seulement pour une victoire électorale des forces populaires, mais pour une transformation véritable de la société française dans un sens révolutionnaire. Au-delà du regret passager à la lecture des chiffres, ces résultats, loin de nous inciter au découragement, nous invitent à la lucidité. Et à l'action.

Gilbert HERCET ■

LIBRAIRIE

Liste n° 8

« LE PETROLE » EDITIONS ALAIN MOREAU

- DOSSIER « R »
Comme Racket pétrolier
C. de Brie - M. Etienne - M. Mousel - F. Turquan
et la commission économique du PSU 39,50
 - LES SEPT SŒURS
A. Sampson
Exxon - Shell - Texaco - Mobil
BP - Socal & Gulf
Prix international de la presse 1976 54,00
 - LE COMLOT PETROLIER
Philippe Simonot 36,00
- Prix réel ... 129,50

NOTRE PROPOSITION : F. 115,00 FRANCO

Adresser commande & règlement à :
EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS, CCP 19 706 28 Paris

L'évolution du PCF : progrès et limites

Les rapports entre le PCF et le PCUS s'aigrirent. Une polémique s'est engagée entre la presse des deux partis « frères » au sujet de la participation de Pierre Juquin au meeting contre la répression aussi bien dans les pays d'Europe de l'Est qu'en Amérique latine. Ce meeting a été le révélateur d'un désaccord implicite entre les dirigeants du parti. La majorité du bureau politique s'est rangée derrière Georges Marchais, en acceptant d'y participer : la majorité du bureau confédéral de la CGT a refusé de le faire.

L'équipe Marchais s'est rendu compte après le 22^e congrès que sa politique d'ouverture et notamment sa *Charte des libertés* étaient ressenties plutôt comme une manœuvre tactique que comme un changement décisif. Il lui a fallu prouver par des actes, en critiquant le régime intérieur soviétique, que le PCF entendait suivre une autre voie pour construire le socialisme. D'où la déclaration de Marchais que « le socialisme est inséparable de la liberté », ce qui mettait, sans qu'il s'en rende compte, en question le caractère socialiste de ce régime. Bien entendu, le problème n'a pas été posé. La critique a été limitée aux « erreurs » qui ternissent l'image de marque du socialisme existant en Europe de l'Est.

Pour Juquin, représentant du parti, « on ne peut pas mettre sur le même plan les pays comme l'URSS et l'Uruguay ». Quant à l'indépendance du PCF, « elle n'affaiblit pas sa solidarité avec les autres PC et en particulier avec ceux qui ont déjà engagé leur peuple sur la route du socialisme ». « Antifascistes, toujours ! Antisoviétiques, jamais ! » s'est écrié Juquin, après avoir déclaré que « la liberté ne se divise pas, ni dans le temps ni dans l'espace... et que « le combat pour la liberté ne souffre d'aucune discrimination ».

Le bureau confédéral de la CGT, s'il s'est prononcé « pour le plein exercice des libertés dans quelque pays que ce soit », a refusé « quelque confusion que ce soit entre ceux qui ont pour seul objectif la défense de la liberté partout dans le monde, lorsqu'elle est menacée, et ceux qui ont pour souci exclusif d'entretenir une campagne anti-soviétique systématique ».

Séguy... à plus long terme

La différence de ton est évidente, elle exprime la différence d'objectifs et de perspectives. Séguy joue l'attachement des cadres moyens du parti à l'URSS, mais aussi l'extension de l'influence du parti en milieu ouvrier et son implantation exclusive dans les usines. Marchais vise en premier lieu la conquête des classes moyennes en vue de la victoire électorale de la gauche et de la participation au gouvernement.

Dans le premier cas, il importe d'insister sur le caractère de classe du

parti et sur sa fidélité aux pays socialistes. Dans le second, de se démarquer de l'URSS en mettant l'accent sur « le socialisme aux couleurs de la France » et sur « l'union du peuple français ».

Séguy regarderait au-delà de la victoire électorale de la gauche et préparerait les instruments de pression sur les alliés socialistes au pouvoir : nationalisations non prévues par le Programme commun ; unité syndicale dans le cadre d'une CGT élargie. Marchais redouterait l'éviction de son parti du gouvernement, le renversement des alliances et la formation d'une nouvelle coalition du centre-gauche.

Séguy prévoirait l'échec à plus long terme de la politique de la « main tendue », qui profite avant tout au parti socialiste, soit en cas de rupture de l'alliance des partis de gauche, soit en cas de défaite électorale. C'est alors, c'est-à-dire après les élections législatives ou, plus tard encore, après l'éviction des communistes du pouvoir, que pourrait se poser la question de la relève de l'équipe Marchais à la direction du parti.

On sait à quel point une telle entreprise est difficile, l'appareil ayant été renoué par le secrétaire général. Cependant, le précédent, Waldeck Rochet, montre que certains règnes sont de brève durée, quand coïncident les déboires de santé et les difficultés politiques.

deux tendances

C'est pourquoi, à l'ombre de l'équipe Marchais, qui détiennent les leviers de commande, émergeraient deux tendances. L'une voulant aller plus loin dans la voie du néo-réformisme, du respect de la légalité bourgeoise, de l'indépendance à l'égard de l'URSS et d'une certaine démocratisation du régime intérieur du parti. Elle graviterait autour de Paul Laurent numéro deux du parti, dont le porte-parole, Elleinstein, affirme déjà que le PCF « est passé de l'âge théologique à l'âge politique ». L'autre, qui s'abriterait dans l'entourage de Séguy, envisagerait, en cas d'échec de la politique actuelle, le raidissement tactique et la reprise en main du parti. Elle s'appuyerait sur les cadres moyens qui redoutent que la base ouvrière leur échappe et que l'ouverture n'al-

tère le caractère prolétarien du Parti. Le récent recul du parti aux élections législatives partielles ne peut que la renforcer.

Tout cela est à peine esquissé, mais, les échéances approchant, les deux courants, au sens large du terme, pourraient être amenés à préciser leurs desseins et à occuper le terrain en vue d'un éventuel affrontement. Toute personnalisation de ces courants atténue les nuances et simplifie à l'excès une situation encore mouvante.

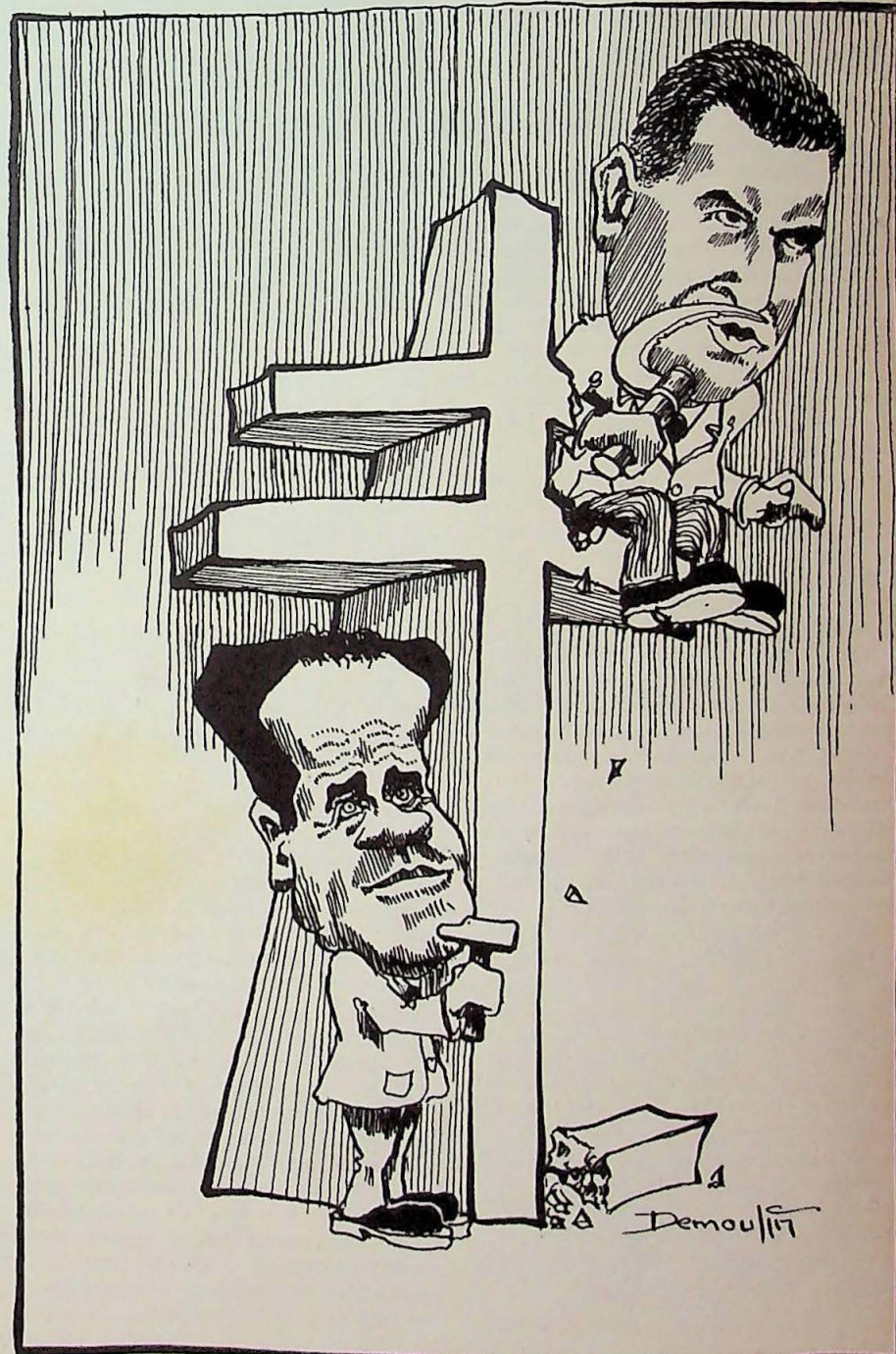
A-t-on besoin de dire que l'URSS est favorable aux partisans de Séguy, défavorable à ceux de Marchais ? Son attitude est sans équivoque. Pour elle, on n'a pas le droit de mettre sur le même plan la répression en URSS et dans les pays capitalistes. La première est légitime, elle défend le socialisme ; la seconde est illégitime, elle attaque le socialisme. La première contribue à combattre la contre-révolution ; la seconde à la favoriser. Ceux qui oublient cette différence essentielle servent « objectivement » l'impérialisme.

Cette riposte, assortie de vifs reproches adressés au PCF est récu-

sée par l'équipe Marchais, qui revendique le droit de dénoncer la répression partout où elle sévit. Tout en marquant une nette différence entre la répression contre-révolutionnaire, inhérente aux régimes réactionnaires, et la répression en URSS qui contredit la nature socialiste du régime. Là s'arrête, au stade présent de son évolution, la critique par le PCF des abus du pouvoir et des violations de la loi en URSS.

promesses et réalités

En politique internationale, le PCF s'aligne sur Moscou, combat le pacte atlantique et l'intégration ouest-européenne et dénonce les glissements pro-américains de Giscard. Sur ce dernier point, un rapprochement s'opère entre le PCF et l'URSS, celle-ci ayant été déçue par Giscard, qu'elle avait indirectement soutenu lors de la campagne présidentielle de 1974. Marchais, Kanapa, Juquin restent attachés à la règle du « centralisme démocratique ». Ceux qui discernent dans le fonctionnement du PCF des



une quatrième composante ?

« Nous sommes pour une 4^e composante — gaulliste — de l'Union de la gauche » titre, sur six colonnes, l'*Humanité* du 11 novembre. La veille, Georges Marchais avait longuement expliqué pourquoi il souhaite « que cette force-là, non négligeable, s'exprime en toute indépendance. » Le lendemain, à Ussel, en Corrèze, il devait revenir à la charge en expliquant que « des patriotes gaullistes... sont prêts à se tourner vers la gauche mais se demandent comment faire ». Réponse : « Nous ne ferons aucune objection à ce qu'ils constituent une 4^e composante » de l'Union de la gauche.

A maintes reprises, depuis 1974, le PC a « tendu la main » aux gaullistes ; sans aucun succès. L'appel de Georges Marchais sera-t-il, cette fois, entendu ? Il semble que oui, puisque Léo Hamon, le 8 novembre, avait précisément évoqué l'hypothèse d'une « 4^e composante gaulliste » et que Jean Charbonnel a qualifié d'« étape importante » les propos du secrétaire général du PCF.

Il y a quelques mois, une proposition analogue de Jean-Pierre Chevènement avait provoqué un certain émoi, notamment au sein du CERES. Aujourd'hui personne ne s'émeut plus. On s'habitue à tout. Il est vrai que le PCF n'a jamais prétendu que l'Union de la gauche avait un programme de rupture anticapitaliste. Il n'a jamais caché qu'il bornait, pour l'instant, son ambition à la réalisation de « l'union du peuple de France » en vue d'instaurer une « démocratie avancée ».

Pense-t-il y parvenir plus aisément en s'assurant le concours d'une « force indépendante » regroupant

d'anciens ministres du général De Gaulle ? « Si elle souhaite contribuer à la mise en œuvre du Programme commun pourquoi nous priver de cette force-là ? » interroge Georges Marchais. En effet, pourquoi ? Aucun changement réel n'est possible en France, sans l'appui des millions de travailleurs et de petites gens bernés par le gaullisme, et qui, pendant des années, ont finalement soutenu ce régime réactionnaire. Leur expliquer qu'ils n'ont rien à perdre, mais au contraire tout à gagner au renversement de ce régime, les faire basculer dans le camp des forces populaires, est une tâche primordiale. Qui le nie ?

à chacun son groupuscule

Or voici que les choses changent, que le rapport des forces bascule, que ceux qui, hier, avaient peur du changement, aujourd'hui le souhaitent,

signes d'une démocratisation réelle de son statut intérieur prennent les promesses d'Elleinstein pour des réalités.

Certes, la préparation et le déroulement du 22^e congrès ont montré que, malgré tous les obstacles, certains désaccords pouvaient s'exprimer dans les réunions et dans la presse du parti. On a pu constater cependant que, par le jeu des éliminations successives aux différents échelons, l'appareil du parti qui détient toujours le monopole de décision, a pu empêcher les adversaires du « cours nouveau » d'accéder à la tribune du congrès.

Cela étant dit, l'adhésion fracassante à l'euro-communisme a rendu nécessaire un certain assouplissement de la discipline. Malgré tous ses efforts, Pierre Daix n'est pas parvenu à se faire exclure et, finalement, n'a pas repris sa carte. Althusser et son disciple Balibar ont proclamé leurs désaccords au sujet de la dictature du prolétariat, sans soumettre leurs écrits au contrôle du parti et, s'ils ont été désavoués, ils n'ont subi jusqu'à présent aucune sanction.

La vie démocratique d'un parti aussi fortement hiérarchisé et struc-

turé ne s'apprend pas en quelques mois. Les nouveaux adhérents, tout en étant beaucoup moins attachés au régime soviétique que les anciens, ont subi une formation politique intensive. Leur conformisme reste exemplaire. Ils croient, malgré les affirmations des dirigeants, que leur parti, par vocation comme par essence, n'est pas un « parti comme un autre ».

L'insertion du PCF dans le régime démocratique bourgeois peut toujours être remise en question. C'est, pour la plupart des adhérents, un problème d'opportunité et non de principe. Tant que le « centralisme démocratique », même assoupli, ne cessera pas d'entraver la vie intérieure de ce grand corps populaire qu'est le PCF, rien d'irréversible ne sera accompli.

C'est seulement quand « ceux qui pensent autrement », comme l'écrivait Rosa Luxemburg, auront le droit de formuler leurs opinions, opposer aux textes présentés par la direction leurs propres textes, et, désigner une direction de rechange, qu'une vie intérieure féconde et libre pourra renaître au PCF.

Victor FAY ■



Photo Tribune socialiste

P. Juquin lors du meeting du 21 octobre à la Mutualité.

que les masques tombent et que la mystification gaulliste se dévoile. A droite, les rats quittent le navire. Des hommes politiques déconsidérés, qui ont soutenu sans broncher les mesures les plus réactionnaires du régime, découvrent qu'ils ont toujours eu le cœur à gauche et cherchent la main secourable qui les sauvera du naufrage.

Georges Marchais tend la sienne. Croit-il, en réhabilitant ces politiciens, faciliter l'évolution de ceux qui, précisément, commençaient à ne plus croire en eux, et à tourner leurs yeux vers la gauche ? Mais il est vrai que la proposition de Georges Marchais n'est pas dénuée d'arrière-pensées tactiques. Face au PS, flanqué des radicaux de gauche, le PC pourra jouer de son propre allié « gaulliste de gauche ». A chacun son groupuscule bourgeois.

Ainsi, à l'approche des échéances décisives, tandis que le PS se décou-

vre de plus en plus « libéral avancé », le PC se révèle toujours plus « gaulliste ». Aux socialistes qui se répandent en déclarations pro-capitalistes, les communistes ripostent par la surenchère nationaliste. L'idéologie du régime, en perte de vitesse dans les masses, paraît triompher, paradoxalement, dans les sphères dirigeantes de l'opposition.

Mais aucun discours « libéral » ou « patriotique » ne rendra un gouvernement de gauche acceptable aux yeux de la bourgeoisie. Elle craint trop la mobilisation des travailleurs qui pourrait l'accompagner. En revanche ils ne sont pas de nature à rassurer les travailleurs et à mobiliser les forces populaires.

« Je comprends qu'il y ait des gaullistes qui ne s'y retrouvent plus » a déclaré Georges Marchais. Il est à craindre que les travailleurs ne soient guère mieux lotis.

Léo GOLDBERG ■

POLITIQUES

des raisons POLITIQUES pour des textes POLITIQUES

Une nouvelle collection dirigée par Nicos Poulantzas

la crise DE L'ETAT

Sous la direction de

NICOS POULANTZAS

la crise ECONOMIQUE

ET LA SOCIETE AMERICAINE MANUEL CASTELLS

puf

AR

briser la chaîne

conseil national CFDT : drôle de jeu

Le Conseil national de la CFDT, réuni du 28 au 30 octobre, s'est voulu celui des remises en ordre internes. Depuis le congrès d'Annecy, en mai dernier, la direction confédérale insistait sur la nécessité de la cohésion ébranlée, soit par les signataires de la « Contribution », soit par les « coucous » de l'extrême gauche, soit les deux ensemble. La campagne s'est déroulée tout l'été : rapport personnel d'Edmond Maire au Bureau national de juin ; condamnation de la coordination de Besançon ; articles dans la presse (*Quotidien de Paris*, *Nouvel Observateur*, jusqu'aux « fuites » dans *Le Point*), etc.

A la veille du Conseil national, le dispositif se précise : officiellement sont visés des gauchistes convaincus de pratiques manipulatoires au sein de l'organisation (preuves à l'appui dans *Syndicalisme-Hebdo...* assez caricaturales) ; mais il s'agit aussi, à l'occasion, de neutraliser les fédérations de la « Contribution » en menaçant de les couper, soit à gauche si elles participent au raidissement, soit à droite si elles s'y refusent. D'où la dramatisation à l'ouverture du Conseil : « la crise la plus grave depuis 1964 ». Mais il ne semble pas que la majorité des régions et fédérations soient entrées dans ce jeu.

C'est que, s'il y a effectivement dans quelques syndicats des pratiques condamnables, elles ne sont pas obligatoirement le fait des seuls éléments visés. Ce qui pouvait être un légitime rappel aux principes d'autonomie et de démocratie syndicales a pris l'allure d'un pogrom antigauchiste, très regrettable, sur le fond, et de surcroît assez maladroit quant à la forme, pour finalement porter tort à l'image de la CFDT (critiques droitières d'un côté, jubilation de la CGT de l'autre) et irriter les militants comme les membres du Conseil national. Ceux-ci ont d'ailleurs préféré poser dans leur ensemble les problèmes de démocratie interne qui sont vitaux pour la confédération.

où est le malaise ?

Ils ont également mis l'accent sur un vrai problème qui a sa part dans le malaise actuel : la difficulté d'adapter la stratégie syndicale à cette période de crise, de chômage, de combats durs, mais dépourvus de perspectives certaines. Mais, justement, la CFDT qui avait été en pointe dans l'expérimentation de formes nouvelles de luttes au cours des années précédentes, les remet souvent en cause sans pour autant vouloir paraître s'aligner sur des méthodes plus traditionnelles. D'où les hésitations visibles avant le 7 octobre, et un certain désarroi de militants qui ne retrouvent plus le souffle spécifique auquel ils étaient habitués.

Cependant, il ne s'agit là que d'un

aspect, peut-être secondaire des difficultés actuelles qui sont principalement politiques et qui concernent le problème de l'action syndicale en cas de victoire de la gauche. Si un gouvernement à prédominance socialiste se préoccupe avant tout de restaurer les grands équilibres capitalistes, et donc de canaliser la revendication ouvrière, de s'assurer chez les syndicats d'une attitude « raisonnable », de ménager les classes moyennes, etc., les syndicats et plus particulièrement la CFDT d'après les Assises, seront devant un choix délicat : jouer le jeu du gouvernement, ou celui de revendications populaires qui ne manqueront pas d'éclater ? Edmond Maire a dit à plusieurs reprises (et ici même) qu'il rejetait la première attitude. Mais la seconde semble être évacuée par assimilation à un « débordement gauchiste » : « en cas de victoire de la gauche, nous nous refusons à être de simples comparses soit de l'extrême gauche dans une attitude de débordement, soit des grands partis de la gauche dans une attitude d'intégration ».

Reste à savoir alors que qu'il faudra faire. Et en disant à juste titre que la mobilisation ouvrière et populaire n'a pas grand-chose à voir avec un

à paraître
le 22 novembre 1976

▼
**Lip : affaire
non classée**

postface de Michel Mousel
Editions Syros
9, rue Borromée 75015 Paris

dans la collection
POINTS CHAUDS
240 pages, 21 francs

débordement décidé par l'extrême gauche, en affirmant la volonté confédérale de « peser pour la prise en compte du projet socialiste autogestionnaire », Edmond Maire ne répond pas vraiment. Car le projet autogestionnaire reste ambigu si le problème du pouvoir d'Etat n'est pas posé, si celui du nécessaire affrontement entre classe ouvrière et patronat est éludé. C'est là que pèse lourd l'idéologie majoritaire du PS. La CFDT a du

mal à surmonter les conséquences des Assises.

Depuis la contribution di Congrès d'Annecy, on a l'impression que cette question n'a plus été soulevée. Mais c'est elle qui est implicitement au centre des débats. Et le fait que le Conseil national ait dépassé le procès initial est un signe de santé pour une organisation qui aura d'autres orages à affronter.

Pierre REGNIER ■



Conseil national de la CFDT

d'autres conflits...

● Situation aggravée dans la construction métallique : trois cents emplois sont en voie de suppression à la CFEM (Compagnie française d'entreprises métalliques). Cette société est une des plus grosses en Europe. Elle veut licencier à Rouen (204), à Paris (70). Raison : épuisement du carnet de commandes. Il est vrai que ses principaux actionnaires, les grandes sociétés sidérurgiques, n'investissent plus. Les syndicats refusent ces licenciements.

● Une manifestation regroupant 2 500 personnes a prouvé, le 6 novembre dernier lors de l'arrivée de Barre à Troyes, l'impopularité du plan d'austérité. Malgré les exclusives du PCF pour un appel commun, malgré la réception officielle par les élus locaux du PS, le PSU était très représenté dans la rue.

● Les représentants, mandatés par les assemblées générales des écoles de Laxou, Nancy et Caen, réunis ce week-end à Caen ont fait les constats de la situation financière désastreuse des travailleurs sociaux en formation. Ils refusent l'aumône que sont les bourses DDASS (150-495 F) et les contrats de formation qui les lient pendant 8 ans et impliquent un contrôle renforcé de leur formation par les employeurs. Ils appellent aux 6 heures des travailleurs sociaux à Paris, le 27 novembre, pour faire le

bilan de la mobilisation et prévoir une coordination nationale.

● A Saint-Julien (Haute-Savoie), 82 licenciements sont prévus chez Ronson fin novembre. Le personnel s'est réuni, au début du mois, avec le comité de soutien. Dans un message au conseil général, ils demandent que soient étudiées les possibilités de redémarrage.

● A Viuz-en-Sallaz, Gambin a cessé toute activité depuis le 31 janvier 1976. Mais les ouvriers à l'appel de l'intersyndicale, l'occupent toujours. Bien des acheteurs se sont présentés. Mais rien que des promesses... Alors loin de tout, dans la campagne savoyarde, les « Gambin » continuent leur résistance un peu trop solitaire.

● Les prix grimpent toujours : l'indice CGT pour le mois d'octobre l'indique : +1,1 % par rapport au mois de septembre 1976 ; +12,9 % par rapport à septembre 1975. Hausse record : les transports et télécommunications (+1,8 %) et l'habitation (+1,7 %).

● Jacques Morizot, ouvrier soudeur, est mort le 10 novembre à Usinor Dunkerque au sommet du haut fourneau n°3. C'est le 83^e à être tué par les conditions de travail intolérables, depuis la création de cette usine en 1958. Le rendement d'abord dit la direction. La fatalité n'existe pas disent les syndicats et notamment la FGM CFDT. Le travail posté est en responsable.

Congrès FNHET : quelle fusion ?

Il y a trois semaines avait lieu, à Guidel, le Congrès de la Fédération nationale de l'habitat, de l'équipement et des transports. Lors de ce Congrès, la direction sortante se vit refuser le vote du rapport d'activité par 76 voix contre 50 pour et 166 abstentions.

Toutes les interventions des syndicats reprochaient leur inactivité et leur manque de dynamisme aux anciens dirigeants (mauvaise information, aucune impulsion des luttes, etc). Pire l'activité essentielle de la direction sortante, la négociation sur la FGTE fut désavouée (vote : 92 pour, 190 contre et 36 abstentions).

La confédération qui définit les frontières fédérales a décidé que les quatre fédérations : de l'équipement, des cheminots, des transporteurs routiers et des gens de mer, devaient fusionner en une fédération générale des transports et de l'équipement (la FGTE) dans le cadre de la politique de regroupement des fédérations selon de grands axes d'activité, ici les transports. L'ancienne direction de la FNHET a toujours présenté cela comme chose faite et n'a jamais

impulsé le moindre débat sur ce thème, se contentant de réunions au sommet visant à négocier l'entrée dans la FGTE.

S'il était évident pour les congressistes qu'en dernier ressort, la décision revenait à la Confédération, il leur a semblé pour le moins curieux qu'une fédération CFDT, se réclamant donc de l'autogestion, fasse totalement l'impasse sur le débat à la base concernant les structures fédérales.

L'enjeu du problème

Il est important de souligner que lors du dernier congrès de la fédération, la confédération avait demandé une autre réorganisation : que le syndicat national laisse place à des syndicats départementaux. C'est cette

départementalisation qui a rendu les adhérents plus conscients de ce qui se passait au sommet, c'est-à-dire à la fédération. Cette proposition confédérale avait été accueillie sans réticence et c'est elle qui a permis le renouvellement actuel de la fédération qui dans la plate-forme d'action dont elle s'est dotée, à l'unanimité des mandats, avance notamment des revendications antihierarchiques comme les augmentations de salaire en points uniformes, aussi bien pour le maintien que pour la progression du pouvoir d'achat.

le climat

Avec un certain retard, le temps qu'ils saisissent l'enjeu du problème (les problèmes de structures sont toujours ardu) et malgré une certaine rétention de l'information, les syndicats de base de la fédération ont débattu et ils ont démocratiquement décidé qu'ils ne voulaient pas de cette grande fédération. Pourquoi ? L'action syndicale vise en premier lieu à défendre les salariés contre leur patron, dans le cas des salariés du ministère de l'Équipement il s'agit de l'État. Comme on a pu le voir lors de la grève des postiers, les négociations pour les salariés de la Fonction publique se mènent avec le Secréariat d'État à la Fonction publique. Pour la SNCF, entreprise nationalisée, les conditions ne sont pas les mêmes ; elles sont encore plus diverses pour

les salariés des entreprises de transports routiers.

Certes, il est apparu important pour les congressistes que la CFDT ait une réflexion et une action sur les transports, toutes branches confondues, mais cela est du domaine de l'interprofessionnel. C'est pour ces raisons que l'entrée dans la FGTE a été critiquée et désapprouvée par 2/3 des mandats. Il est important d'insister sur le climat du Congrès (auquel assistait d'ailleurs un représentant confédéral) : les débats ont été d'un haut niveau et la plupart des délégués mandatés de façon précise sur les votes essentiels, c'est pourquoi les accusations de certains visant à propager le bruit que la fédération a été prise par « les gauchistes », certains à la suite de manipulations, sont particulièrement déplacées. Parmi les militants qui ont été élus à la direction fédérale, aucun ne paraît appartenir à une organisation, de gauche ou d'extrême gauche, contrairement à ce qu'on a pu lire dans certains hebdomadaires. Même si cela était le cas, cela ne changerait rien au fait qu'ils ont été démocratiquement élus sur la base des positions qu'ils ont défendues et sur la base de leur travail syndical passé.

C'est donc en parfaite connaissance de cause que les congressistes ont choisi une direction qu'ils pourront juger à l'œuvre. Cela ôte tout fondement aux accusations de manipulations trop vite lancées au sujet de ce Congrès.

Un délégué ■

● Le chômage des cadres est aussi en progression note l'UCC-CFDT : + 9,18 % en un an : 49 313 cadres sont demandeurs d'emploi à l'ANPE fin 1976. ■

● Un accident survenu dans la nuit du 15 au 16 octobre à la raffinerie Shell française de Petite-Couronne avait provoqué la mort de deux ouvriers. René Hébert ingénieur qui assurait la responsabilité technique de l'installation, s'est suicidé le 28 octobre. C'est moins la responsabilité de cet homme qui était en cause, que celle de la Shell : réductions des effectifs, hausse des rendements, L'enquête sur l'accident devra le démontrer. ■

● A Figeac, la lutte des travailleurs de GSP-Ratier. Forest se poursuit contre les 265 licenciements annoncés. Des comités de soutien à l'emploi se créent dans toute la région. Le 6 novembre, une manifestation a groupé près de 3 000 personnes contre le démantèlement de l'usine et de l'aéronautique française. ■

● Christiane Drioton (déléguée CGT chez Nina Ricci), a, le 15 octobre, été félicitée comme une des meilleures ouvrières de France, par Giscard d'Estaing accompagné de Beullac, Stoleru, etc. C'est la meilleure ouvrière de la haute couture. Elle a



Photo Tribune Socialiste

passé ce concours, pour démontrer la qualification des ouvrières de la haute couture. Dans une lettre ouverte aux journaux, elle démontre que cette qualification est rémunérée au SMIC pour une seconde main et 2 200 francs brut en moyenne pour une première main. Elle dénonce aussi les patrons de la haute couture, qui comme Lanvin refusent de céder aux revendications des ouvrières.

● La grève des Caisses d'épargne se poursuit, malgré le refus de la direction de négocier. 75 % des 146 succursales de Paris restent fermés. Contre le gala de soutien organisé mardi dernier, la préfecture a utilisé des arguments douteux. Et l'a interdit. Le pouvoir veut briser cette grève qu'il faut l'aider à tenir. ■

● Les travailleurs de La Hague et Marcoule, en grève depuis le 16 septembre, organisent les 27 et 28 novembre à Cherbourg les « assises du nucléaire ». Des tables rondes : nucléaire et société, nucléaire et sécurité, quelles alternatives ? etc. Participeront à ces assises, la CFDT (sections du CEA, d'EDF, boîtes du nucléaire, FGM, la confédération), des journalistes, des partis politiques, les Amis de la terre, etc. Une animation est prévue avec expo, jeux. Une fête aura lieu le samedi soir. Avis aux amateurs. ■

Casterman : un drôle de Tintin !

Casterman est l'éditeur des bandes dessinées : *Tintin et Milou*, *Martine*, *les 4 As* et de bien d'autres albums pour la jeunesse. Chaque année cette maison d'édition nous adresse ses bons vœux. Puisqu'il est question de bons vœux, c'est aux travailleurs de cette entreprise que nous les adressons. Ils sont en grève depuis plus d'un mois.

Ils sont quatre-vingt répartis entre le siège social et un dépôt de vente à Paris et le dépôt de Bagnex. Cinquante travaillent à Bagnex. Trente six sont en grève. Dans un bulletin de la fédération des services CFDT, ils décrivent leurs conditions de travail :

« Dans les bureaux, nous sommes à l'étroit, le bruit des machines est assourdissant ; il fait trop chaud l'été. Notre travail est routinier et l'introduction de l'ordinateur risque de rendre le travail encore plus monotone et plus fatigant... Nos salaires (bruts) vont pour la plupart de 2 225 à 2 600 F ce qui nous fait en moyenne 2 300 F net, ce qui nous semble très insuffisant... »

Tintin aux travailleurs

La revendication de 250 F qu'ils avaient transmise à la direction le lundi 4, avec une demande de réponse par l'intermédiaire des délégués du personnel, n'a pas abouti puisque la direction a refusé d'entrée toute négociation et a quitté la réunion en prétextant une analyse politique des retombées du plan Barre sur le salaire des employés.

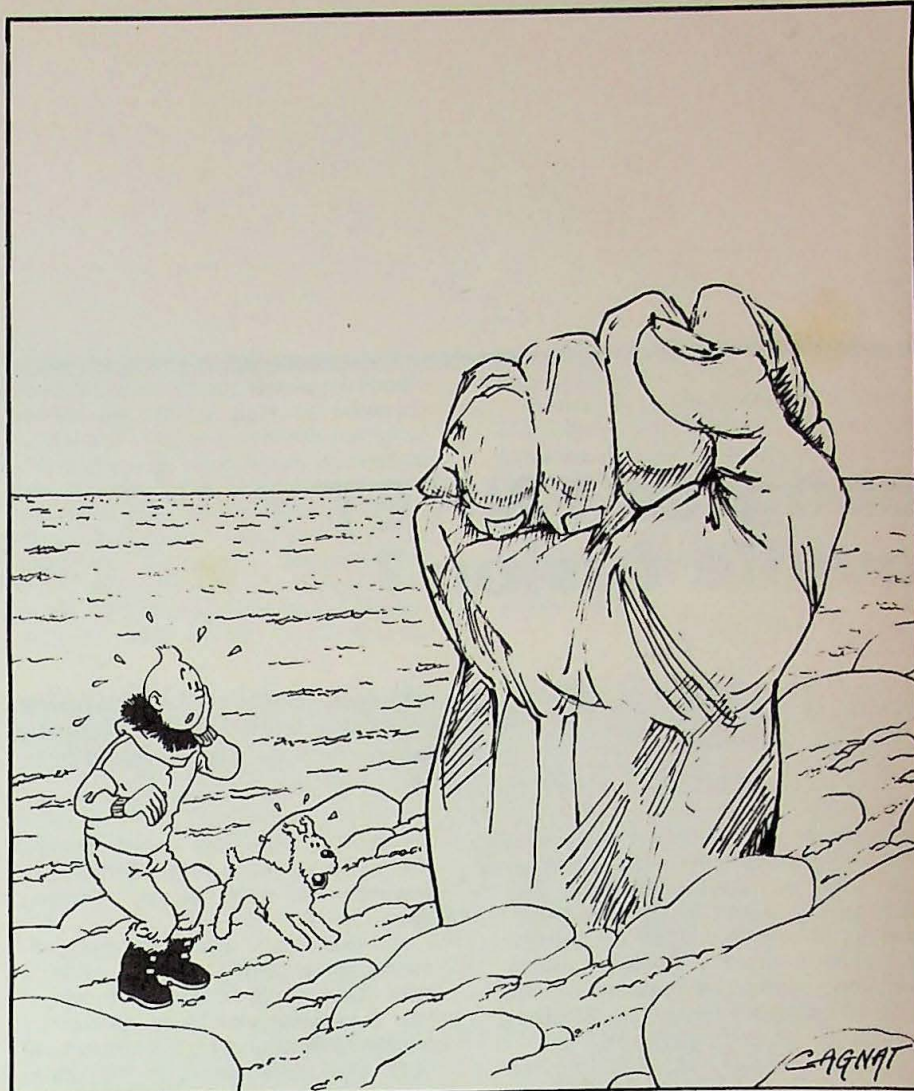
Depuis, la direction a refusé tout dialogue avec les grévistes, et seule la manifestation du lundi 11 devant le siège de la société, 66, rue Bonaparte à Paris, a permis d'entrer en contact avec la direction. Tintin sur toute la ligne ! La proposition patronale du mardi 12 fut la suivante : 3 % à valoir

sur la paritaire, avec un plancher minimum de 100 F et un maxi de 150 F. Les travailleurs ont rejeté en bloc cette proposition. La direction a fait savoir qu'elle n'était plus mandatée pour d'autres propositions, et que la maison mère de Tournai (Belgique) ne voulait rien entendre à cette revendication.

Les ouvriers de Bagnex ont donc affrété un car à leurs frais pour aller trouver le PDG belge, et prendre contact avec les syndicats belges, CSC et FGTB présents dans l'entreprise belge pour expliquer le conflit. La direction belge prévenue par la direction française que la délégation des travailleurs grévistes était en route, avait réuni dès le matin les représentants syndicaux pour leur expliquer à sa façon le conflit français. Les camarades belges ont été étonnés de la non-objectivité de la direction qui avait présenté les choses d'une manière politique sans fondement syndical. De plus, ils ont demandé à la direction de réunir pour le lendemain le comité d'établissement (C.E. belge) pour exiger que les négociations avec les travailleurs français commencent.

Actuellement, la grève se poursuit. La direction, le comité de grève, et les représentants syndicaux se réunissent en présence de l'inspection du travail, sans résultat. Les salaires sont bloqués. La direction s'en tient à la recommandation patronale de l'édition : ne pas céder.

Mais les grévistes eux ne plus ne céderont pas. Ils ont fait une bande



dessinée inspirée de Tintin et Milou expliquant leur combat et ont obtenu que leurs camarades belges de l'imprimerie de Tournai bloquent toutes les commandes provenant de France. Le patron perd 300 000 F par jour ; les ouvriers eux perdent encore plus car ils sont confrontés aux difficultés de la vie quotidienne : impôts, loyers,

traites, crèches, etc. Toutes ces difficultés n'affaiblissent pas leur unité, ni leur volonté. On peut soutenir leur lutte en allant les voir ! 1, rue Patry, 92220 Bagnex (ligne de Sceaux). Tél. : 656.72.72. Le syndicat du livre, CFDT, 49, rue d'Hauteville, 75015 Paris, tél. : 523.37.89, centralise les dons et les collectes. Y.S. ■

Pouteau : le creux de la vague

L'occupation avait cessé le 26 octobre. L'annonce du licenciement et le chantage au paiement des préavis fait par le syndic, au lieu de renforcer la combativité, ont été à l'origine d'un accroissement de la lassitude et du désespoir.

De plus, le soutien n'a pas été à la hauteur de l'enjeu. La CGT a constamment tenté d'amener sa section Pouteau sur ses bases. L'UD et l'UL-CFDT ont brillé par leur absence ; suivisme à l'égard de la CGT ? Rien n'a été fait pour relier la lutte des Pouteau à la mobilisation pour le 23 octobre. Les fédérations bâtiment

CGT et CFDT ne se sont même pas réunies.

D'un point de vue syndical, les sections CGT et CFDT de chez Pouteau ont donc été très isolées. Cette situation a été durement ressentie par une grande partie des travailleurs de chez Pouteau, notamment les plus actifs. Le PC a eu une attitude purement récupératrice. Le PS s'est très vite retranché derrière un silence prudent. Dans ces conditions, on conçoit les difficultés rencontrées par les travailleurs de chez Pouteau et par le comité de soutien pour développer la mobilisation.

Actuellement, c'est le creux de la vague. Sera-t-il possible de relancer la mobilisation ? L'heure est à la recherche de solutions individuelles chez les travailleurs. Reviendra-t-on à une attitude collective offensive ? Un certain nombre d'acquis de la mobilisation antérieure, notamment durant la période d'occupation laisse entrevoir une lueur d'espoir aux militants les plus combattifs. Voilà où en sont les « Pouteau » à Laval après les 500 licenciements qui ont été notifiés (1).

Jean-Yves ROY ■

(1) Une interview de camarades du comité de soutien paraîtra dans le prochain numéro de Luites, journal de la CNE.

Lavour : encore une coopérative en danger

A Lavour (Tarn), petite ville de milieu rural, sans usine importante, la coopérative occitane (SACO) emploie 260 salariés. Aussi la décision de licencier 42 personnes prend-elle une importance considérable dans cette région où les emplois sont rares et les perspectives de reclassement nulles.

Aussitôt la décision connue, (début octobre), le comité d'entreprise demande une vérification des comptes. En effet un déficit de 200 millions est d'ores et déjà avoué (davantage imputable à une mauvaise gestion de ces dernières années qu'à la sécheresse de cet été). L'expertise en cours permettra de vérifier le montant du déficit qui est sûrement beaucoup plus important que celui annoncé.

C'est en tout cas ce que devrait savoir le Crédit agricole que l'on retrouve à l'origine de ces licenciements ; situation bien connue, dans le

monde des coopératives en particulier, où le véritable pouvoir est bien détenu par les financiers, en l'occurrence le Crédit agricole, et non par l'officiel conseil d'administration. Celui-ci, censé représenter les coopérateurs et leurs intérêts, a bien du mal à justifier une gestion aussi désastreuse. C'est ce qu'il a essayé de faire en tentant d'expliquer la nécessité des licenciements dans des réunions de coopérateurs. Les syndicats des salariés de la SACO les ont également contactés.

Il ne fait pas de doute que l'intérêt

des agriculteurs rejoint celui des salariés. Pour les uns comme pour les autres, il est vital que la SACO ait une gestion saine. Pour les uns comme pour les autres, cet assainissement ne passe pas par des licenciements qui ne pourraient conduire qu'à un démantèlement de la coopérative. Le Crédit agricole rechercherait-il ce démantèlement pour préserver au maximum ses intérêts financiers ?

S'il en était ainsi et si la demande des syndicats d'une suspension des licenciements (préalable à une véritable négociation) était rejetée, il est vraisemblable que les travailleurs de la SACO et les coopérateurs engageraient une lutte leur permettant de conserver leur outil de travail, comme suite à la popularisation effectuée jusqu'à présent. Affaire à suivre. ■

vol de vautours au-dessus d'un nid de culture

Les Halles de Baltard ont succombé aux mâchoires des promoteurs. A leur place, on y a creusé de grands trous et on a imaginé le plateau Beaubourg, pompeusement nommé Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

C'est la grande énigme du régime : que va-t-on faire de cette grande boîte prestigieuse tout plastique et alu, où l'on circulera, comme à Roissy, dans des tunnels roulants ?

La Commission culturelle du PSU a médité sur cette énigme et un livre doit prochainement sortir aux Editions Syros dans la collection « combat culturel ».

Tribune socialiste, en avant première, livre à ses lecteurs d'importants passages de cet ouvrage. Nous n'avons pas voulu tout dévoiler, pour que chacun puisse, le moment venu, se plonger dans la petite histoire d'un grand centre, super-marché culturel, où la réalité ne dépassera, sans doute pas, la fiction.

« Qui cherche dans une révolution sociale, économique ou politique la réponse à la question que se pose l'homme moderne ne la trouvera pas, parce que la question est métaphysique et que le mal qu'engendre l'incertitude est un mal moral. »

Georges Pompidou, Discours de San Francisco, in *Le Monde* 1^{er} mars 1970.

« Jamais, quand c'est la vie elle-même qui s'en va, on n'a autant parlé de civilisation et de culture. »

Antonin Artaud, *Le Théâtre et son double*.

Beaubourg ennue, Beaubourg ne passionne pas les foules [...].

Il faudra, fin 1976, toute l'énergie des équipes promotionnelles — de première force, il est vrai — et le concours systématique des mass media contrôlés par le régime pour fabriquer, avec l'inauguration du « grand conteneur culturel », un « événement d'ampleur nationale ». [...]

Mais comment éviter ce sentiment vague d'artifice, de fadeur, ce côté forcé, stéréotypé, cette jovialité de commande qui signalent au « public », devant sa télé, qu'on est en train de lui monter un coup — le coup de la « modernité » par exemple, le coup du « nouveau », le coup des « valeurs spirituelles et universelles », le coup de « Pompidou-la-Culture », le coup du « supplément d'âme » façon Chirac ou Giscard d'Estaing...

Reste que Beaubourg, c'est aussi, c'est avant tout une fantastique opération de propagande mise au point par le régime pour améliorer son image de marque et faire au surplus basculer de son côté — à coups de milliards — quelques centaines d'intellectuels et d'artistes dont on avait pu croire en 1968 qu'ils étaient de cœur avec le projet révolutionnaire, partie prenante dans l'esprit de Mai.

Opération, donc, politique — où s'inaugure d'autre part, dans l'administration publique, sur le plan de la gestion et des rapports avec le personnel, un modèle largement emprunté aux techniques et à la philosophie des grands groupes privés. Voici l'histoire de Beaubourg.

« Le président de la République a fait connaître son intention de voir ériger sur le plateau Beaubourg un grand musée de l'art contemporain sous toutes ses formes. » C'est par ce communiqué qu'un matin de décembre 1969, les fonctionnaires des Affaires culturelles et autres responsables des musées, découvrent, non sans stupeur, dans *Le Figaro* l'existence du projet Beaubourg.

Sur le vaste plateau du 4^e arrondissement où devait bientôt s'édifier une bibliothèque publique destinée à relayer la Nationale (plans et maquettes étaient terminés), Pompidou décrète, sans consulter aucun des intéressés — conservateurs, artistes, usagers, organisations culturelles — la construction d'un complexe institutionnel aux contours indéfinis, dont on sait seulement que ce sera spectaculaire, prestigieux, énorme, et qu'on va comme avec Concorde — épater les Américains. Quant au bâtiment, « il s'agira, explique Pompidou, d'un monument qui, sur le plan architectural, devra marquer notre époque ».

Commentaire du *Figaro* : « Nul n'ignore que le Président a des idées personnelles à ce sujet. La décision prise hier est cependant une surprise. »

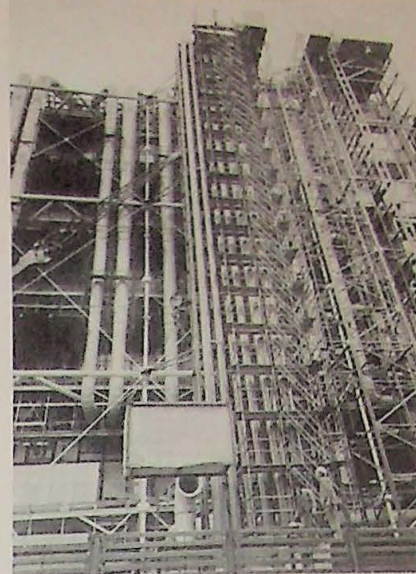
Pompidou est pressé

Lubie ? Coup de tête ? Fin calcul ? « Le Président a fait connaître son intention... » : dans la superbe du propos se discerne d'emblée le vice originel de Beaubourg. La genèse du « mastodonte » n'est nullement liée à la croissance d'une demande qui s'in-

carnerait à la fin dans une structure. Ce n'est pas davantage, comme pour l'implantation d'une grande surface — à quoi Beaubourg s'apparente tant sur le plan morphologique — le produit d'une enquête, d'une étude de marché qui considérerait, sinon les besoins supposés d'une population, en tout cas son volume potentiel de consommation. Non : Beaubourg est la dernière incarnation de l'intuition pure, une intuition qui se veut à la fois grandiose et finement politique. Des milliards vont désormais s'engloutir — en études, colloques, programmes, voyages d'experts — pour tenter de donner chair à cette visée confuse, pour remplir cette coque vide, d'autant plus flottante qu'aucun consensus n'emporte le projet.

Deuxième handicap originel de Beaubourg : Pompidou est pressé. Aux objections, aux résistances, il oppose la même phrase-veto : « Je veux inaugurer cela le 15 décembre 1975 à 15 heures », — soit quatre mois avant la date prévue pour les élections présidentielles. Car si le projet est improvisé en tant qu'équipement collectif, il répond à des objectifs électoraux précis. Et cette échéance impérative subordonne l'opération à un calendrier implacable qui prend des allures de compte à rebours.

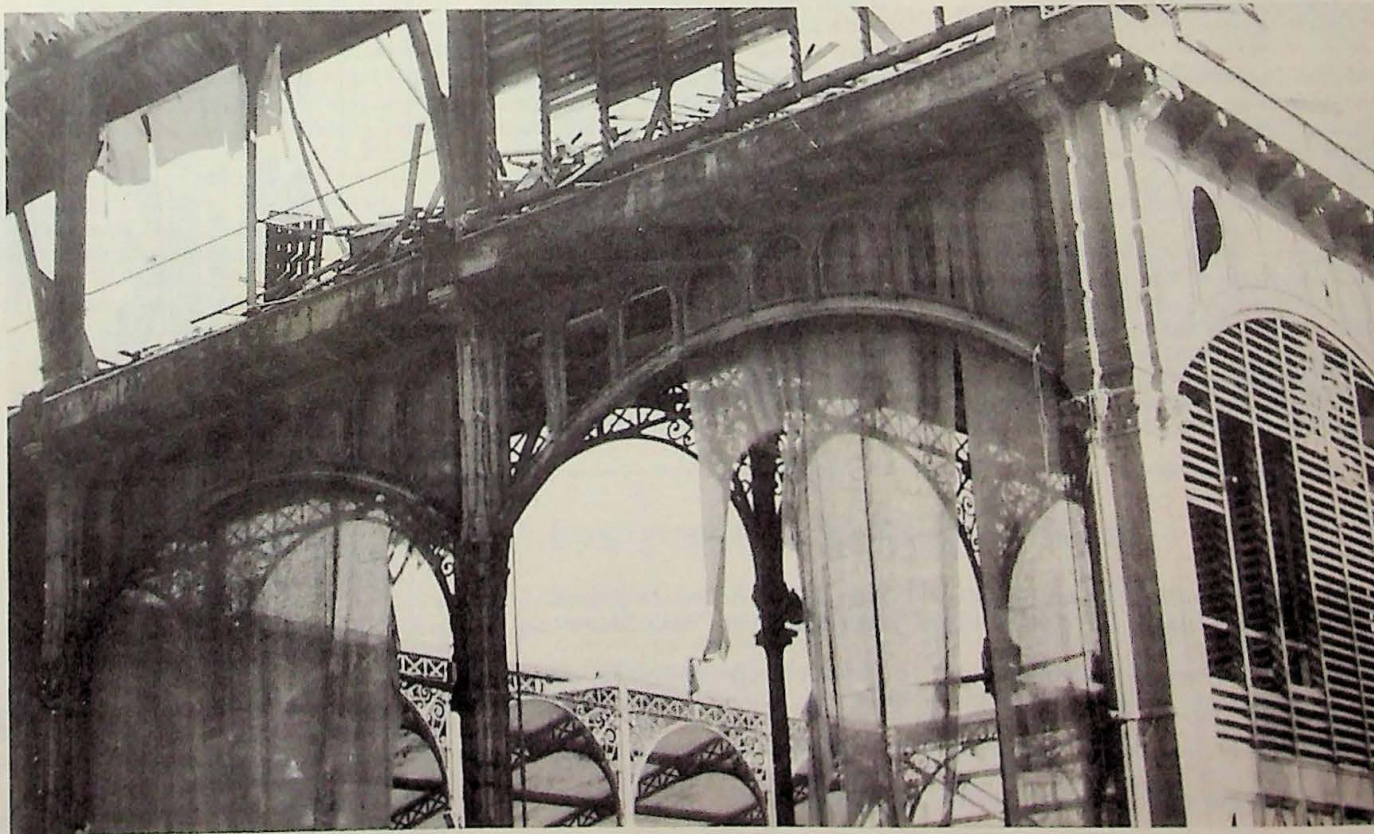
D'où le caractère fiévreux, cahotant, compulsif, d'une mise en place où les problèmes personnels, les rivalités, les chausse-trappes prennent bientôt une importance significative. Là où l'on brasse du vide, la passion technocratique et le goût du pouvoir tiennent lieu de programme culturel. Pompidou désigne comme responsable et coordinateur un de ses « jeunes loups », Sébastien Loste, ancien de l'École normale supérieure, naguère membre du cabinet Michelet. Loste commence par enquêter à l'étranger (voyage aux Etats-Unis), puis réunit un premier conseil : MM. Gaétan Picon, ami de Pompidou et Malraux ;



Gautier et Viatte, responsables du CNAC (Centre national d'art contemporain) ; Leymarie et Bozo, conservateurs du Musée national d'art moderne ; Mathey, conservateur du Musée des arts décoratifs ; Anthoiz, directeur de l'Action artistique et Châtelain, directeur de la Réunion des musées nationaux.

misère théorique

Décision est prise — conformément aux « vœux » du président — d'agglomérer autour de la bibliothèque publique, en un seul macro-organisme surdimensionné, plusieurs grandes institutions jusque-là autonomes. Concentration, centralisation, bientôt parée d'un mot magique : *pluri-disciplinarité*, à quoi se résu-mera désormais — sur le mode de l'incantation — toute la pensée de Beaubourg. Car les « inventeurs » du Centre — bientôt flanqués d'une brochette de technocrates de haute volée — n'arriveront jamais à produire autre chose que cette misère théorique : l'amalgame des arts, réduit ici à sa caricature : l'unité de lieu. On se convainc, on veut nous convaincre qu'il faut à tout prix loger sous le même toit les différents pratiques artistiques (peinture, littérature, musique, etc.) pour en repérer les ressorts communs. Comme si on ne pouvait lire Joyce qu'assis sur un fauteuil Ruhlmann, dans la salle Braque, au son d'une pièce de Webern. Comme si — par extrapolation — il fallait mélanger dans le même bâtiment Bibliothèque nationale et Louvre pour prendre la mesure de l'âge classique...



Une fois déterminée — en février-mars 1970 — l'option principale (le colossal), l'équipe chargée d'élaborer le programme se rassemble autour de Loste, l'homme de Pompidou.

Alors commence la première des deux grandes guerres qui marqueront les débuts de Beaubourg. Rondement menée par Loste et ses associés (Mathey, Viatte, Gautier), elle a pour objet d'arracher Beaubourg à l'administration traditionnelle. Contournement du statut des œuvres de la fonction publique : dérogation aux règles de construction dans Paris, sécession du Musée d'art moderne enlevé à son administration de tutelle : à chaque passe-droit, à chaque protestation, Pompidou oppose la même antienne : « Je veux inaugurer cela le 15 décembre, etc. ». A peine le ministre du Commerce proclame-t-il que le bâtiment doit être construit par l'industrie française — et l'on apprend que, vue la taille des poutres, ce sera Krupp.

A la mort de Pompidou, Michel Guy, secrétaire d'Etat à la Culture, tente de réduire le projet. L'élection de Giscard précédée de sa réputation de « talon rouge », faisant florès de ses ascendants royaux, adepte du style Louis XV, sème la panique dans l'équipe dirigeante du Centre. Mais celle-ci contre-attaque, amenée par Mme Pompidou — qui enrôle Chirac,

UN PARLY II CULTUREL...

Martin Even notait dans la revue « L'Arc » (janvier 1976) : « Le schéma dominant — la circulation entre les diverses fonctions du Centre Pompidou l'indique — est le schéma du centre commercial : les voies, les passages, le patio, le restaurant, les horaires d'ouverture — destinés à attirer le plus grand nombre (un peu fortuitement, sans principe) et à permettre de grands brassages interdisciplinaires — sont en germe à Parly II ou à la FNAC, pionniers de l'innovation « culturelle » rentable. »

Michel Guy est écarté du projet (il ne cessera plus, en privé, de dire son scepticisme). C'est désormais le Premier ministre lui-même qui prend les décisions.

Parallèlement débute la deuxième grande bagarre [...]. Musée d'art moderne, CNAC, Centre de création industrielle (issu des Arts décoratifs) et bibliothèque — auxquels viendront bientôt se joindre la musique, avec Boulez, le cinéma, voire un centre de documentation annoncé à grand fracas — se disputent les mètres carrés et les emplacements favorables.

Beaubourg : la facture

- **Coût du bâtiment** : entre 900 et 1 000 millions de francs actuels — soit l'équivalent de 100 collèges d'enseignement secondaire de 1 200 élèves.
- **Coût de fonctionnement annuel** : 109 millions votés par les députés, — soit près de 10 % du budget global de la culture pour l'ensemble de la France, — soit 130 % de ce qui est consacré par l'Etat à l'ensemble des musées français.
- **Prévisions après l'ouverture** : 130 millions par an.

Dans une atmosphère de guérilla où tous les coups sont permis, on lutte à qui sera le plus près de la porte. Simultanément, tout le monde voyage ; on visite les grandes capitales. Un budget substantiel de relations publiques permettra, au fil des années, de se concilier Mme Kennedy, Mme Chaban-Delmas et diverses autres égéries, voire de mettre sur pied, pour la grande banque et les sympathisants américains, un club huppé d'amis du Centre dont la cotisation est calculée en dollars (Schlumberger, De Mesnil, etc.).

Dans ce Landernau où pullule la petite ambition, aucune place pour une analyse réaliste des demandes des différentes couches de la population, aucune question sur la crise générale qui, depuis 1968, paralyse les institutions culturelles dans le monde capitaliste.

feue l'animation

L'idée du régime : reprendre vingt-cinq ans après, comme s'il ne s'était rien passé, le principe de la nouvelle muséographie inventée après la guerre, dans la foulée de la Résistance, par un ancien typographe d'Amsterdam, W. Sandberf, musée ouvert, fondé sur l'animation, la multiplication des expositions et des « événements », la participation des jeunes et des enfants, la désacralisation de la culture, la sensibilisation quotidienne de la communauté urbaine [...]

Crise d'une conception muséographique dénotée « animation » qui avait eu ses mérites d'époque, mais que l'expansion du contrôle idéologique de la bourgeoisie transformait peu à peu en *réanimation* — au sens où l'on parle de réanimer un cadavre. Le musée devenait le lieu d'un simulacre. On venait y singer un art de vivre. Il était à son tour absorbé par la société du spectacle, utilisé par celle-ci pour figurer, en vase clos, la liberté, la dérive, la fête. Il jouait objectivement le rôle que lui destinait le pouvoir politique : laisser supposer que, dans la clôture de l'institution culturelle, on allait, comme par magie, secréter des anticorps à l'entreprise organisée d'abrutissement où excellent les grands media : presse Amaury et consorts, TV, pub, cinéma commercial, etc.

Ce n'est donc nullement par hasard que Pompidou et ses amis feront appel, pour Beaubourg, à d'anciens « méchants », d'anciennes « têtes » d'avant 1968 — eux-mêmes encadrés par un appareil technocratique où abondent les membres du PS et

même, à un poste clé (directeur administratif et financier), un ancien de la 5^e section du PSU, Claude Mollard. Ce qu'on leur demande : appliquer leurs idées, être primesautiers et « sauvages », jouer les agités, les fringants, les turbulents. A une condition : que tout se passe dans la « boîte », dans les limites de l'institution, que rien ne déborde dans la triviale réalité des pratiques sociales. Que l'artiste soit dans son musée comme l'enfant dans son parc. Mieux : que par son existence même, sa présence massive, l'institution renforce le concept de culture comme entité spécialisée, activité spécifique entre parenthèses. [...]

En 1970, quand les futurs « utilisateurs » tentent ensemble d'élaborer le programme, deux conceptions s'opposent très vite : pour les représentants du Musée d'art moderne il s'agit — puisque le regroupement est décidé à Beaubourg — de transporter sur place l'ensemble de la collection du XX^e siècle, et de refaire, dans de meilleures conditions matérielles que dans le bâtiment de l'avenue du Pt.-Wilson, une présentation adéquate de la peinture et de la sculpture moderne depuis Matisse, Beaubourg serait une fédération d'organismes présidée par un conseil des utilisateurs doté des pleins pouvoirs. C'est

aussi le point de vue du responsable de la bibliothèque : Seguin.

Pour les autres, Loste, Viatte, Gautier, Mathey, représentants du pouvoir, du CNAC, du CCI, il s'agit au contraire d'exaspérer le principe de l'animation en ne gardant du musée classique que 300 tableaux majeurs et en dédiant la totalité de l'espace Beaubourg — présenté comme flexible, capillaire, organique — à des activités éphémères et fracassantes.

Sur le plan de la grande politique, l'objectif dans un premier temps est, comme on l'a dit, nationaliste : damer le pion aux Américains. Deux ans plus tard, renversement : avec l'arrivée de Hulten en 1973, il s'agira de renforcer l'axe atlantique en commençant par programmer, pour l'inauguration de Beaubourg en 1977, une exposition géante dotée d'un budget jamais vu : un demi-milliard d'AF sur le thème « Paris-New York » (voir plus bas, sur les affinités atlantiques de Beaubourg, le commentaire de la CFDT).

le coup de la transparence

Lancé à la va-vite (toujours l'urgence), le concours international pour



la construction de Beaubourg sera conçu avant tout comme « un coup de pub », une opération de prestige. Le tout sans consulter les utilisateurs, sans faire revoir ou approfondir tels ou tels travaux.

On croit écarter le « geste » et l'« effet » : on est en plein dedans. Même s'il prétend à la « neutralité », le mec-cano Beaubourg s'ordonne en réalité à deux modèles : la grande surface commerciale (voir ci-contre en encadré les remarques de Martin Even) ; et l'usine. L'étagement spatial s'inspire de l'architecture utilitaire (entrepôts, filatures, raffineries) du début du XIX^e siècle ; le principe de l'ossature de fer remonte aux années 1870 (Chocolaterie Ménier, par Saulnier). Les ponts roulants, les mezzanines mobiles du plan initial — plus tard écartés parce que trop chers — signalent le choix des auteurs : parodier l'efficacité technologique, miner au cœur de la gratuité et du semblant les rouages impeccables de l'entreprise industrielle. De même, les parois criardes, les bariolages par étages et par fonction (eux aussi écartés, en définitive, au profit d'un blanc cassé du meilleur ton « giscardien ») sacrifiaient au mythe d'une « évidence » fonctionnelle : « On n'a rien à cacher, tout est propre, net, clair, hygiénique. » Il ne reste ici que l'emphase

d'une construction où l'invention se résume à l'hypertrophie tectonique. Des poutres portantes de 50 mètres, permettant des espaces continus de 7 500 m² : tel est l'exploit qu'on nous demande d'applaudir — comme si ces surfaces démesurées avaient par elles-mêmes valeur programmatique, comme si l'installation contiguë de différents services d'exposition et de bibliothèque exigeait les mêmes dégagements qu'un match de football, comme si l'« animation » façon Pompidou-Chirac appelait l'incroyable brutalité de cette implantation dans un tissu urbain qui avait son échelle, sa logique, son histoire.

Mais voici qu'aujourd'hui on morcelle à la hâte les grands espaces tant vantés, avec des murs, des couloirs, des pare-feu ; voici que, selon le mot d'un conservateur, « on reconstruit le bâtiment de l'avenue Wilson dans la boîte en verre ». La fonction idéologique de la « machine » Beaubourg apparaît dès lors en pleine lumière : il fallait ce froid numéro d'ingénieur, cette enflure du discours technologique pour masquer la vacuité du programme de départ ; il fallait « faire donner » l'architecture puisqu'on n'avait rien d'autre à dire.

L'heure des pigeons

Le paradoxe, en effet, c'est qu'avec l'intervention directe de Chirac, Beaubourg, une fois de plus, va changer de cap. Pour le Premier ministre — un réaliste — il s'agit de rassurer les classes moyennes, de justifier les dépenses extravagantes déjà englouties. Finies les velléités d'« animation », les idées farfelues, « dadaïstes » des néo-modernes. L'esprit de sérieux triomphe. On veut du classique. Hulten, qui rêvait d'une « machine folle » en plein Paris et décrivait le futur Beaubourg comme « un lieu étonnant et détonant », fait figure de dindon de la farce. Le voilà réduit à coller aux directives de l'appareil d'Etat UDR. L'homme chargé des arts plastiques dans le plus grand centre — le plus centralisé et le plus cher — du monde, déclare froidement : « La créativité a pris d'autres voies. Elle se tourne maintenant vers d'autres moyens d'expression [...] Là où nous ne regardons pas. Dans les sciences par exemple ». Avoir investi des milliards dans un musée de la peinture pour s'apercevoir en dernier ressort qu'il fallait inventer le Palais de la Découverte — voilà qui prêterait à rire si la dilapidation des fonds publics n'avait ailleurs sa sanction : misère administrative et matérielle de toutes les instances culturelles, étranglement concerté des initiatives populaires, des maisons de jeunes — de tout ce qui tente de s'élaborer comme culture non-conforme, directement sous contrôle populaire.

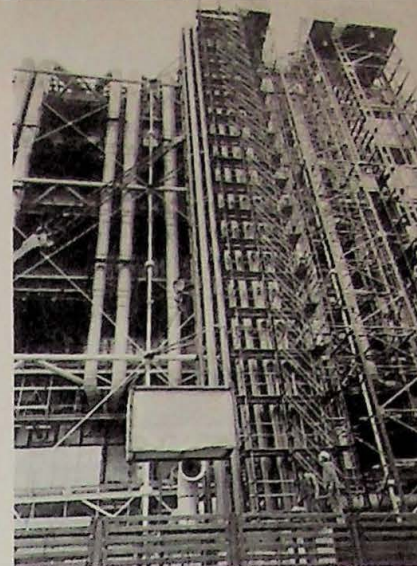
Et lorsqu'il est question du forum, au pied du musée, 800 à 900 mètres où devaient se célébrer dans la liesse, toutes classes confondues, les noces du peuple et du régime, M. Hulten a cette réponse : « Si les circonstances actuelles, en raison du climat de violence qui se développe dans les milieux urbains, ne permet pas son utilisation complète pour l'instant,

rien n'interdit d'espérer des moments plus propices. »

Admirable (fausse) naïveté de l'ange de Stockholm ! Ces violences tombées du ciel ne le concernent pas. Leur source lui échappe. Il n'entend débattre ni des causes ni des conséquences. Si la culture (bourgeoise) est muette, si la rogne est dans la rue, c'est la faute à personne. Il compte pour rien l'autre violence — institutionnelle — de la classe dominante, la loi du profit qui liquide le cœur d'une ville, expulse ses habitants, lèse irrémédiablement le tissu affectif d'une communauté. « Peut-être les plus grandes difficultés sont-elles encore à venir », conclut le grand naïf. En effet...

En décembre 1974, l'Assemblée nationale vote le projet Beaubourg. Un décret du 2 avril 1975 impose son nouveau nom : « Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ». Maudite étiquette ! Elle sème la consternation dans l'équipe du Plateau. Elle signifie : retour à l'ordre. Mme Pompidou, désormais, veille au grain. La voici à pied d'œuvre, avec ses conseillers de l'époque élyséenne. Elle passe en revue les acquisitions ; remercie par une lettre personnelle, au nom de son mari, les donateurs récents de tableaux modernes (la plupart n'ont que faire de l'ancien président et souhaitaient seulement enrichir le patrimoine national). Le mot de passe est : dignité ; le climat : UDR. Les services de sécurité se renforcent, dirigés par un ancien commissaire de police. 70 vigiles sont engagés, à qui on demande de surveiller le public et le personnel. L'appellation « Musée d'art moderne », naguère écartée parce que « vieillotte » — au profit de « Département d'art plastique », plus « pragmatique » — est précipitamment réhabilitée.

Nouvel objectif : refaire le musée de l'avenue Wilson, en mieux. Les donateurs sont rassurés, chouchoutés — eux qui refusaient de laisser mélanger les salles de Wilson (Braque,



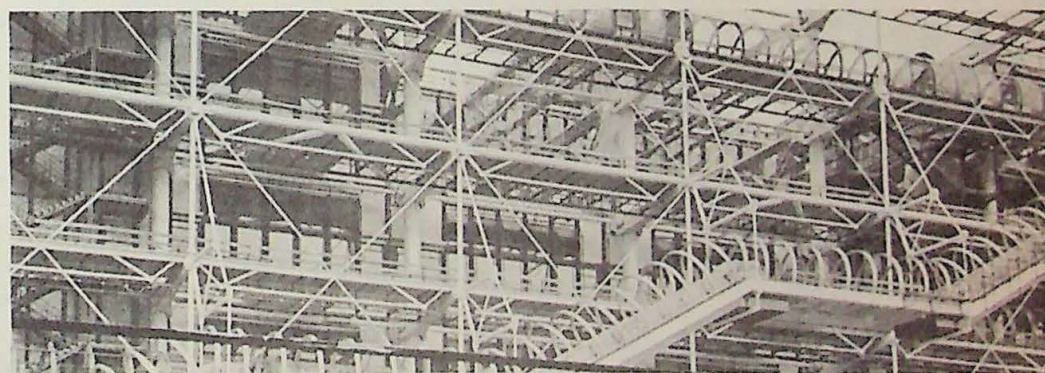
Rouault, etc.) avec les happenings pourtant inoffensifs de Niki de Saint-Phalle. Bref : la normalisation.

Mais alors ? A quoi rime Beaubourg ? Pourquoi cette architecture colossale, disproportionnée, hors de prix, ces portées géantes, ces « plateaux » de 7 500 m² ces 1 000 salariés ? Pourquoi ce bâtiment de 1 milliard de NF — soit l'équivalent de cent collèges techniques d'enseignement secondaire de 1 200 élèves ? S'il ne s'agissait que de compléter, avec des moyens accrus, la politique traditionnelle de la IV^e et de la V^e République [...] Ne pouvait-on se contenter d'une ou plusieurs structures légères, comme par exemple le musée extensible dessiné autrefois par Le Corbusier, quitte à restaurer ça et là dans Paris tel ou tel bâtiment ancien pour la Cinémathèque et l'IRCAM ? Ne pouvait-on même remodeler Wilson à peu de frais, lui donner vie, lui fournir personnel et crédits, ouvrir les salles si souvent fermées faute de gardiens, distribuer quelques fonds aux musées de province presque tous exsangues ?

En résumé : y a-t-il un scandale financier Beaubourg ? Les calculs politiques de Pompidou-Chirac ne sont-ils pas en train de déboucher, sept ans après le coup d'envoi sur une nouvelle affaire de La Villette ?

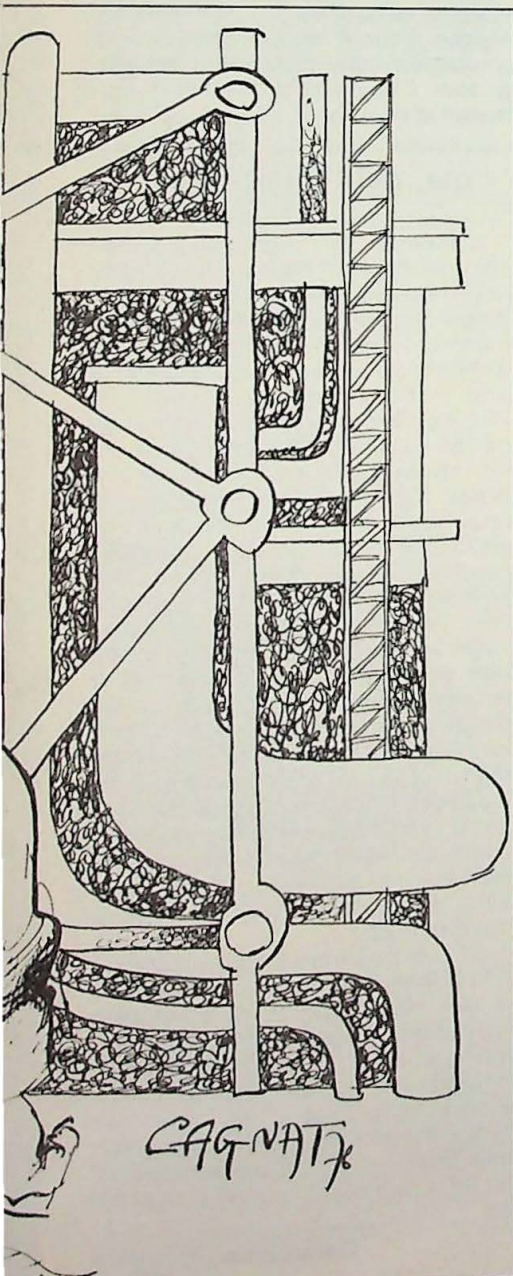
le Periclès des promoteurs

« Centre Pompidou » : à voir, donc, les airs navrés de certains responsables culturels de Beaubourg au lendemain de la décision de l'Assemblée nationale, on se rendait compte que le choix du patronyme présidentiel marquait la fin de l'illusion moderniste et la déroute de l'aile « avancée » de l'appareil idéologique d'Etat.



Les paroles passent...

- André JARROT (ex-ministre de la qualité de la vie), le 25 octobre 1975, s'est élevé contre « ceux qui veulent déposséder la nation de son passé pour monter des pièces de théâtre inintelligibles » et contre la dilapidation de millions de francs pour « cette entreprise de « déculture » qu'a été le nouveau théâtre de Mâcon... »
- Michel Guy (ex-secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles) était fier, le 3 décembre 1974, de présenter le projet au Parlement : « L'édifice s'inscrit harmonieusement dans l'architecture parisienne et correspondra bien à ce que doit être « une usine à rêver » selon l'expression d'André Breton. »



Il est vrai que le nom de l'ancien fondé de pouvoir de chez Rothschild n'évoque nullement, pour la population parisienne, la fréquentation désintéressée des musées. On aura beau faire et refaire son portrait dans la posture de l'ami des arts, Pompidou n'en est pas moins l'homme qui a rasé les Halles, lancé l'autoroute rive gauche, vanté la Défense comme exemple d'urbanisme moderne. On ne lui connaît qu'un mot historique : // faut adapter Paris à l'automobile. » [...]

La spéculation changeait d'échelle. Aux « bricoleurs » succédaient Paribas et Suez. L'Etat, livrant la capitale aux banques, se tenait prêt à effacer d'un coup d'éponge tel ou tel règlement administratif : en cinq ans, on comptera dans la région parisienne plus de 80 000 dérogations aux plans d'urbanisme.

Des dizaines de milliers de Parisiens ont payé cette politique pompidolienne par un exil dans de lointaines banlieues. [...]

répression suave

Tentée sur le terrain administratif, la privatisation triomphe dans le recrutement du personnel. C'est la politique du contrat renouvelable (ou non) avec ses avantages (des salaires souvent supérieurs à ceux de la fonc-

tion publique, du moins pour le haut du panier), et ses inconvénients : instabilité de l'emploi, vulnérabilité face à la hiérarchie, menace toujours latente de licenciement. Le recrutement s'opère par cooptation dans les milieux généralement liés au pouvoir (2 000 candidats en 1975, dont plusieurs dizaines avec des recommandations ministérielles).

Cette même année 1975, il aura fallu une large action syndicale pour écarter, du moins dans certains services, le principe des « fiches de carrière » dont le ton paternaliste et inquisiteur met singulièrement en évidence l'éthique néo-capitaliste de Beaubourg, son adhésion à la « morale de l'entreprise » façon CNPF. Il faut lire avec attention ce questionnaire : selon un modèle qui triomphe actuellement dans l'administration allemande et qui commence à enva-

hir la nôtre (par exemple le ministère de la Justice), on ne demande plus au salarié d'occuper, du mieux qu'il peut, une fonction, mais d'adhérer « sans réserve » à l'idéologie du projet. On le plonge dans une atmosphère scoute et chafouine, infantilisante, de répression suave, de sacristie moderniste, où la visée du pouvoir est intériorisée, introjectée, où le quant-à-soi est sanctionné, quantifié sur fiches, mémorisé sur ordinateur. [...]

Le morcellement des catégories professionnelles vient parfaire l'éclatement des services, l'isolement des individus. Le mot d'ordre : limiter au maximum les agents de la fonction publique. On s'en méfie. Par sa pesanteur sociologique, sa déontologie, ses hiérarchies, ses organisations syndicales, l'administration constitue, dans l'état actuel du rapport de forces politiques, un certain frein au passe-droit du pouvoir, voire aux empiètements des intérêts privés. Répondant aux observations de la CFDT sur ce thème, le président de Beaubourg, Robert Bordaz expliquait, fin 1975, dans une note écrite : « *Le danger n'était-il pas grand, d'autre part, que la présence de nombreux fonctionnaires titulaires n'orientât le Centre vers une gestion de type routinier, réfractaire à la création et à l'imagination ? Souhaite-t-on une fonctionnarisation culturelle ? Les risques de mandarinat tant critiqués, ne*

seront-ils pas mieux combattus par la mobilité des emplois et par des discours ? » Selon une imagerie dont les sources traditionnelles sont connues, le fonctionnaire est identifié au parasite en manches de lustrine. Comme si l'ensemble du personnel scientifique des musées, du Louvre par exemple, se composait de ronds-de-cuir et d'embusqués. [...]

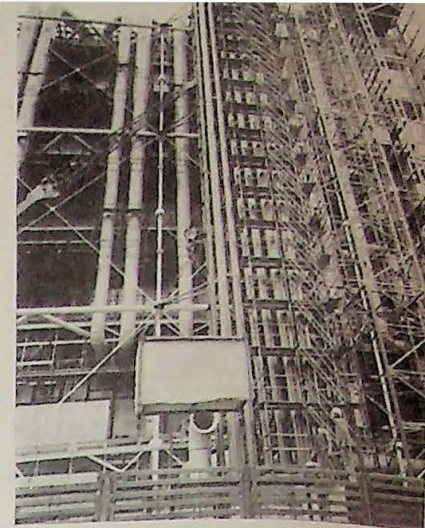
Le vrai est que le contractuel — placé provisoirement en position de pouvoir — est l'objet de toutes les tentations. Considérant la précarité de son état, il peut être conduit à ménager l'avenir, à mal distinguer l'intérêt public des séductions du marché. Son statut de temporaire et la pression idéologique du régime l'entraînent d'autre part à privilégier ce qu'il connaît, la dernière vague — qu'il promet et qui le promet — la dernière opération du commerce d'art, le dernier sursaut de la « nouveauté » institutionnelle que concocent en commun le musée et le circuit marchand.

Ce n'est pas simple hasard si de très nombreuses galeries se sont regroupées autour de Beaubourg, comme pour constituer avec lui une chaîne intégrée de distribution de la marchandise culturelle. On s'y croirait : au milieu, le hall d'exposition — promotionnel et spectaculaire. Sur le pourtour, les commerces d'art et autres boutiques de luxe où se négocient discrètement sinon les tableaux montrés à Beaubourg, du moins leurs frères. Et des déjeuners, de concertation rassemblent, en ce moment même, marchands et responsables du Plateau. Entre voisins...

C'est ainsi que Beaubourg apporte à la classe dominante le moyen d'un double contrôle :

— contrôle sur la caste des artistes patentés dont on avait pu voir, contre toutes prévisions, en mai 1968 (Atelier d'affiches des Beaux-Arts, etc) qu'elle gardait en elle des velléités de déviance et que dans un contexte historique favorable, elle se libérait rapidement de son carcan économique et socio-politique ;

— contrôle du marché de l'art et redéploiement d'un circuit marchand qui tendait à se disperser anarchiquement dans les officines d'échelle locale, parfois en perte de vitesse, auxquelles se substituent peu à peu, depuis le début des années 1970, de



grandes sociétés d'investissement — type Modarco ou Artémis — filiales de groupes bancaires internationaux (en l'occurrence Paribas et le baron Lambert) qui engagent des fonds considérables dans le marché de l'art, s'assurant par exemple la production totale d'un artiste — passée et à venir — sous la seule condition qu'il se conforme une fois pour toutes à l'image que ces groupes diffusent de lui à coups d'articles, de monographies luxueuses, de rétrospectives dans les galeries privées, ou mieux encore : dans les locaux de l'Etat, affectés d'un coefficient de légitimation maximale [...]

Tel serait Beaubourg aujourd'hui : « libéré » des administrations de tutelle au nom du pragmatisme et de l'esprit d'entreprise, il n'en tombe que davantage sous la férule directe du pouvoir. Ballotté — selon les fluctuations tactiques du gouvernement — entre un projet moderniste néo-capitaliste et un projet traditionaliste rassurant, il mobilise à tort et à travers un personnel auquel il est formellement demandé d'adhérer aux options culturelles et politiques du régime. Enfin il assure la police de la production culturelle, selon les exigences d'un marché en pleine restructuration.

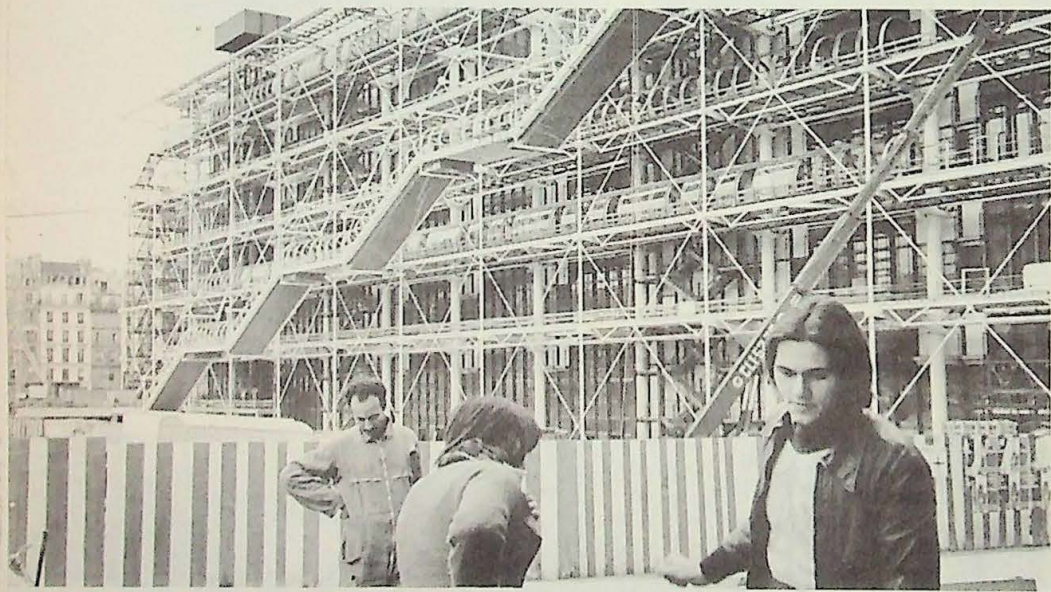
« gai, gai, Guernica... »

Printemps 1977 : l'inauguration. Par une décision hautement caractéristique d'une politique fondée sur le tape-à-l'œil et le numéro de bonimenteur, Giscard tente actuellement d'obtenir pour l'ouverture officielle le prêt, voire le dépôt du *Guernica* de Picasso, exposé habituellement au musée de New York. (Faute d'y parvenir, on se rabattrait sur *Les Demeurettes d'Avignon*). Le projet est de refaire le coup de la Joconde à Tokyo : déclencher la stimulation artificielle, pavlovienne du public, dramatiser l'événement par l'exhibition d'une toile vedette dont la présence sera « matraquée » par les médias — suscitant de longues files d'attente et la contemplation minutée du chef-d'œuvre. C'est la culture à la Guy Lux, la mise en coupe réglée de « l'héritage » au profit d'une politique qui n'use des pièces les plus mémorables de la production artistique du siècle que pour les retourner contre elles-mêmes, les fétichiser, les insérer à toute force dans le discours de la marchandise.

D'où probablement cette apothéose à la Buñel : le chœur des giscardiens et des UDR flanqués de leurs amis banquiers, marchands, pétroliers américains, et d'un lot d'ex-soixante-huitards ralliés au régime, posant ensemble au pied d'une œuvre qui symbolise le martyr de la République espagnole — le tout encadré par un ou deux régiments de CRS pour le cas où...

Commission culturelle
du PSU ■

© éditions Syros



POUR

Georges Pompidou (juin 1973)

c'est

- davantage qu'un musée,
- le complément culturel de l'entreprise d'industrialisation de la France,
- l'institution qui intégrera le goût moderne de notre système de valeur (d'après *Le Monde* 29/06/76).

CONTRE

Martin Even (revue *L'Arc*, janvier 1976)

« Beaubourg est appelé à jouer un rôle assez comparable à celui dévolu au CNRS vis-à-vis des groupes capitalistes français dans le plan de relance. »
Jean Cassou, ancien conservateur du Musée national d'Art moderne, s'élève contre le fait de « vouloir faire entrer les institutions et les activités publiques dans le secteur des intérêts privés et du capitalisme international » (d'après *Le Monde* 20/09/73).

on ne peut pas tout dire

Québec première victoire

En apportant son soutien au Parti québécois, la majorité du peuple québécois a signifié que l'heure des changements importants avait sonné. Cependant, la composition hétérogène de ce parti ne lui permet pas d'avancer très loin, que ce soit en matière d'indépendance, de réformes structurelles, économiques (nationalisation, réformes agraires), culturelles (langue) (voir *TS* n° 709 du 16 juill. 76).

Pourtant, le PQ sera appelé à prendre des initiatives, non pas pour faire passer son programme, mais parce que le formidable appareil économique canado-nord-américain lui mènera la vie dure. Déjà, la menace des « vache maigres » est entrée dans les usages. Les investisseurs ont ralenti leurs implantations depuis plusieurs mois, notamment depuis que la classe ouvrière (ouvriers et employés) mènent des luttes contre eux, pour l'élévation du pouvoir d'achat, pour la résorption d'un chômage important, pour la restructuration d'une industrie contrôlée à l'extérieur.

Que feront les militants les plus radicalisés? Mèneront-ils la lutte de l'intérieur ou de l'extérieur du PQ? C'est une autre question, déjà posée, mais dont la réponse ne pourra plus guère être différée.

Le Québec est entré, lundi soir, dans une période historique, exaltante certes, mais semée de beaucoup d'embûches.

M.C. ■

La troisième réunion de coordination des usines en lutte sur l'emploi a eu lieu à Cournon, le week-end dernier dans les locaux de la SCPC. Elle a regroupé des entreprises en lutte décidées à résister aux menaces du pouvoir. De nombreuses propositions ont été élaborées. Nous en parlerons dans le prochain numéro. ■

prison d'Arenc : vers un non-lieu

Le Parquet de Marseille a ceci d'extraordinaire qu'il est bien ciré. Il vient de transmettre au juge d'instruction Loques (celui qui s'occupe entre autres d'un petit dossier pétrolier) des réquisitions tendant à clôturer le dossier de la prison pour immigrés d'Arenc par un non-lieu.

Une sale affaire dans laquelle sont impliqués le préfet de Police Busières en poste à Marseille, quand le scandale a été révélé, le commissaire Maurel et certains fonctionnaires. Bien que le juge Loques affirme, en toute indépendance, que le délit de séquestration arbitraire est bel et bien constitué, le Parquet chargé de représenter les intérêts de la société et de les défendre, a tout simplement oublié de faire parvenir le dossier à la chambre criminelle de la Cour de Cassation qui, en raison de la qualité des personnes visées aurait dû donner son avis éclairé sur cette pénible histoire.

En attendant, l'affaire dort, comme celle du pétrole, grâce au Parquet.

A suivre... ■

feu sur Garry Gilmore

Garry Gilmore a 35 ans. Il séjourne en prison depuis 18 années et réclame d'être fusillé dans les plus brefs délais. Meurtrier d'un gardien de nuit, il a été condamné à la peine de mort le 7 octobre 1976 dans l'Utah. Devant l'afflux des candidatures pour exécuter cette sinistre sentence le directeur du pénitencier de Salt Lake City vient de préciser que seuls les postulants aux « motivations nobles » seraient retenus, à l'exclusion de tous les « malsains » et « mauvais fusils ». Ils seront cinq à tirer sur Gilmore, comme au stand. Cinq assassins en liberté, sans compter tous les malsains. ■

où va le mouvement écologique

Les assises nationales du mouvement écologique ont montré que l'ambiguïté politique de ce mouvement reste très profonde. Si, en vue des élections municipales, un certain nombre de propositions intéressantes ont été adoptées, l'analyse faite selon laquelle la lutte principale doit être menée contre le productivisme, et non contre le capitalisme, est porteuse de graves confusions pour l'avenir, en particulier face aux projets de récupération du thème écologique par le pouvoir. Le PSU entend mener une bataille politique et idéologique intense sur ce terrain afin de faire progresser le combat écologique avec celui du socialisme autogestionnaire. ■

XIII^e - parents mobilisés

Communiqué du conseil des parents d'élèves (Cornec): « Les parents d'élèves des trois écoles du groupe scolaire du 103-103 bis, avenue de Choisy, à Paris-13^e, réclamaient, depuis longtemps, la construction d'escaliers de secours et le remplacement, par un restaurant scolaire, du baraquement de chantier servant de cantine. Depuis, ce baraquement a été fermé pour raisons de sécurité. Malgré les réclamations, les délégations, les pétitions, aucune solution n'étant en vue, les parents d'élèves ont décidé d'occuper les bâtiments du groupe scolaire, le samedi 20 novembre, pour alerter l'opinion publique et obliger l'administration à entreprendre, sans délai les travaux demandés. »

La section du PSU du 13^e arrondissement de Paris soutient activement l'action légitime des parents. ■

plomberie gratis

La société de gérance d'eau, rue Froissard dans le 3^e arrondissement de Paris, emploie plus de cent ouvriers. Ils sont en grève, occupent les locaux, travaillent et se payent.

Le 3 octobre, ils avaient créé dans l'entreprise une section syndicale CFDT, seul syndicat où se retrouvent la majorité des ouvriers. A la fin du mois, le patron Moreau refuse de reconnaître la section syndicale et s'oppose délibérément à la législation sociale. Le 7 novembre, la nouvelle



Photo A.F.P.

section participe massivement à la grève nationale. Le 8 novembre devant le refus de la direction d'accepter le syndicat, la grève avec occupation des locaux est votée très majoritairement.

Après popularisation de la grève (projet de bal populaire dans le quartier, etc...) la reprise de la production est décidée. A présent les plombiers occupent, travaillent « gratis ». Ils acceptent bien entendu des pourboires pour soutenir leur lutte. Leur grève en plein centre de Paris, ça mérite qu'on aille les voir et les aider financièrement. ■



Photo Tribune socialiste



AGIP

Trudeau 1^{er} ministre canadien : un libéral menacé.

« démocratie française » et guillotine

Le 25 juin 1976, la Cour d'Assises de la Haute-Garonne a condamné à la peine de mort Marcellin Horneich et Joseph Keller, meurtriers de deux jeunes Anglais. La Cour de cassation ayant rejeté le pourvoi qu'ils avaient déposé, le sort de Horneich et Keller est désormais entre les mains du Président de la République.

Tout a été dit des caractères dérisoire, inutile et barbare de la peine capitale. Tout, mais en vain. Christian Ranucci a été exécuté à la prison des Baumettes de Marseille le 28 juillet dernier, « en réparation des crimes d'enlèvement de mineure de moins de quinze ans et d'homicide volontaire », selon les termes du procès-verbal d'exécution de la sentence. « Réparation » par la décapitation, réparation par l'absurde mais constante nécessité de rassurer les âmes simples en appliquant l'antique loi du talion.

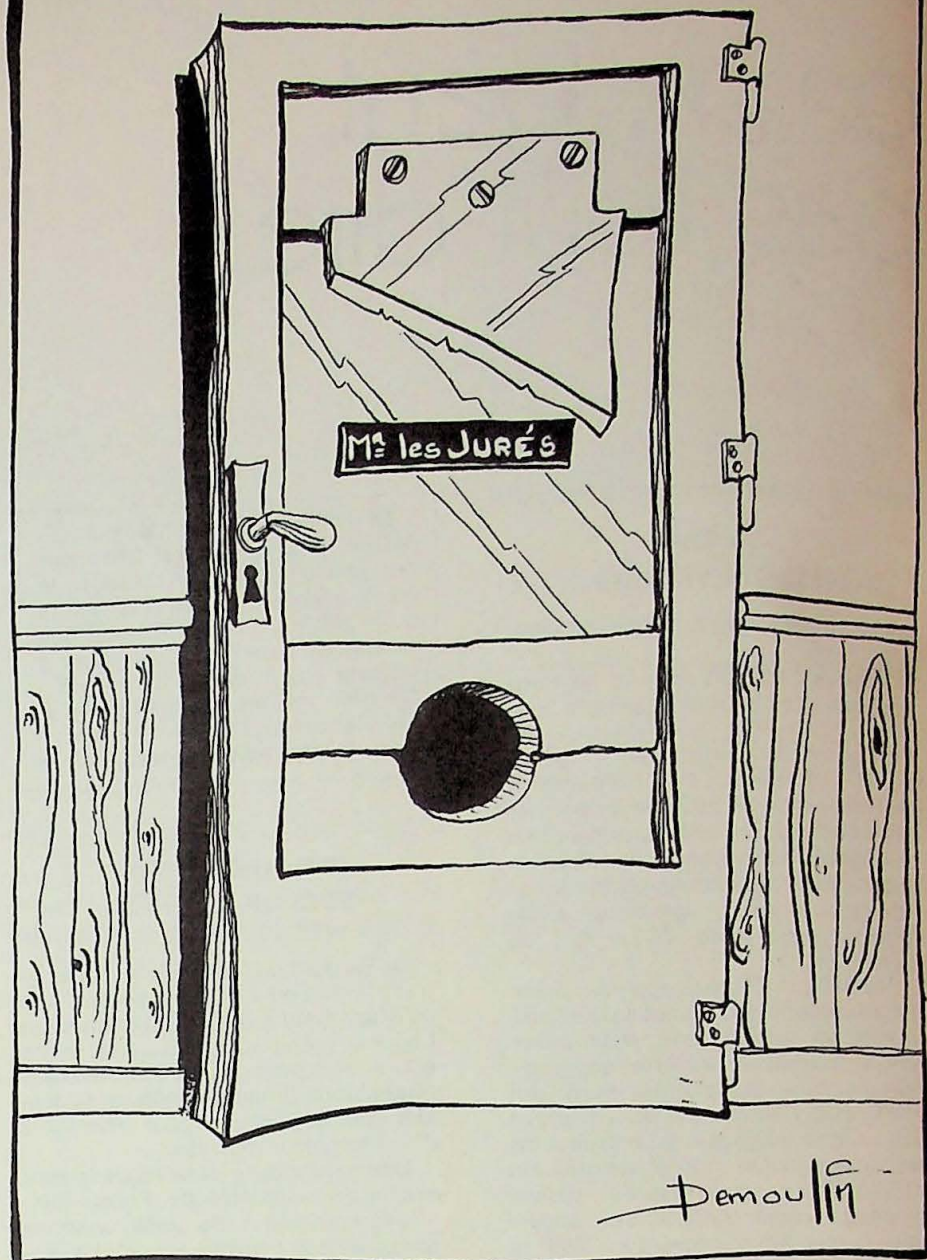
qui sont-ils ?

Qui sont Marcellin Horneich et Joseph Keller ? Deux gitans : le premier vingt-huit ans, ferrailleur, marié et père de quatre enfants ; le second, vingt-quatre ans et militaire. Deux

hommes qui dans la nuit du 29 au 30 août 1972 ont tué à coups de couteau, dans les environs de Toulouse un couple de jeunes étudiants de Londres, Robert Clide Latter, vingt-trois ans et sa fiancée Joyce Kaye Jaffe, vingt ans, qui faisaient de « l'auto-stop » sur la nationale 20.

Deux crimes affreux, précédés du viol de la jeune fille. Deux crimes terribles commis par des récidivistes en matière d'attaque, vol et viol d'auto-stoppeurs sur cette même nationale 20. Deux crimes qui heurtent la conscience. Oui. Mais ces crimes seront-ils pour autant « réparés » par la décapitation de leurs auteurs ? Rien n'est moins sûr, rien n'est plus faux.

Autrefois, le rite de l'exécution voulait que le condamné proclame sa culpabilité par l'amende honorable qu'il prononçait avant de succomber, le plus souvent après d'affreuses et interminables souffrances (1). La vue du supplicié et la litanie des crimes



qu'il avait le temps de hoqueter donnaient au peuple d'incomparables émotions d'échafaud. Aujourd'hui, le supplice est bref et occulté. Il a pour cadre une cour de prison. N'y participent que quelques rares « privilégiés » officiant dans le cadre de la justice et de son appendice, l'administration pénitentiaire.

La vue du supplice est remplacée par l'idée qu'on s'en fait ; il s'agit d'une abstraction qui remplit symboliquement le même rôle mais avec plus

d'efficacité dans une société qui se veut policée et exempte d'atrocités inutiles.

« sobriété punitive »...

On est en pleine « sobriété punitive ». Mieux, on va jusqu'à poursuivre en justice les témoins qui racontent l'exécution (de Buffet et de Bontemps en 1972). Que dire alors de cet Américain Gilmore qui réclame le droit d'être exécuté par un peloton d'honnêtes citoyens ? Rien sinon que Gilmore, de même que Buffet est fasciné par le suicide et a la volonté de défrayer la chronique pour entrer dans la légende des héros du peloton.

Valéry Giscard d'Estaing dispose du droit de grâce. Il n'en a pas fait usage pour Ranucci dont le meurtre n'était ni plus affreux ni moins pardonnable que celui de Horneich et Keller. C'était un meurtre. Un meurtre sanctionné par un crime d'Etat, un crime froid, un crime codifié dans ses moindres détails. Un crime exécuté avec la formule sacramentelle de la juridiction des assises, « au nom du peuple français ».

Déjà la décision de renoncer à grâce Ranucci avait rendu déplacée et inutile la campagne menée par ceux qui souhaitent l'abrogation du droit de grâce.

Si demain, le Président permettait une nouvelle fois que les « lois de justice » fassent tomber deux têtes, il ne resterait qu'à tomber dans le gouffre de la désespérance et du dégoût. En attendant que le Parlement ne se décide à abroger la peine capitale et ne rende son honneur au peuple français auquel j'appartiens.

Michel ETIENNE ■

(1) Cf. à ce sujet les pages admirables consacrées à ce problème par Michel Foucault dans « Surveiller et punir », Editions Gallimard-NRF.

violence quotidienne

Au cours d'une promenade de vacances, à Saint-Geyrac en Dordogne, Olivier Morel d'Arleux est entré en 2 CV avec son frère, sa sœur et son cousin dans le parc d'un châtelain de la région, le comte d'Hennezel de Franconnay. Après avoir été invité à descendre de voiture pour explication, il a été froidement abattu par le garde armé. Celui-ci tente maintenant d'invoquer la légitime défense.

Olivier avait 21 ans. Militant du PSU depuis peu, il avait été auparavant de tous les combats dans les structures unitaires de lutte. Mais Olivier n'était pas de ces militants qui luttent froidement et méthodiquement pour une société socialiste future. A sa recherche théorique profonde et honnête s'alliait une capacité de vivre entièrement tout ce qui se présentait à lui : la musique, la fête, la campagne et surtout l'amitié et la recherche de l'autre tenaient une grande place dans sa vie. Pendant les soirées de discussion et de détente qu'il passait avec sa famille et ses amis, tous très différents, il rayonnait de joie de vivre et d'ouverture. La

violence était absente de tout son comportement même s'il la jugeait inévitable pour une transformation de la société. Il est finalement mort de tout ce que sa vie rejetait : la violence, l'intolérance et le mépris des autres.

Au-delà de sa mémoire à défendre contre la presse locale affirmant, par exemple, qu'il était connu dans la région pour avoir commis quelques « frasques », ce qui est rigoureusement inexact, c'est son combat que nous poursuivons aujourd'hui. Il s'agit de mettre en évidence la responsabilité du propriétaire qui a armé son gardien ! A travers notre dénonciation de ce propriétaire bien connu des militants CGT de la région pour avoir infligé de mauvais traitements à des travailleurs marocains, nous menons la lutte contre ces propriétaires moyenâgeux de la région se défendant craintivement et violemment contre la population environnante. Il s'agit de dénoncer cette sacro-sainte défense de la propriété privée au nom de laquelle on peut embaucher des gardes armés et tuer sans scrupules. Il s'agit de

dénoncer le climat d'insécurité et de peur, largement entretenu par les pouvoirs publics, justifiant toutes les mesures de défense et de répression y compris la constitution de milices privées.

Dans cette affaire le journal *Le Populaire du Centre* se fait le fidèle écho de ce climat : « Trop de résidences secondaires, de châteaux sont l'objet de visites qui se transforment très vite en véritables démenagements. Les propriétaires sont attaqués souvent par des pillards qui n'hésitent pas à se servir de leurs armes. Ils sont ainsi contraints à se prémunir contre de telles incursions ! (*Le Populaire du Centre* : 14 août). Comment ne pas s'indigner de ce mépris des « mauvais jeunes » qu'illustre très nettement les propos de la comtesse d'Hennezel rapportés, toujours par *le Populaire* dans le même article : « Le gardien ne pouvait savoir qu'il s'agissait des petits enfants du docteur Samsoen », grand-père d'Olivier, honorablement connu et estimé dans la région ! ■

les exclus de l'intérieur

Grande-Bretagne la charte des femmes travailleuses

Voici un an nous élaborions un projet de charte du droit des femmes à l'emploi à la formation et aux loisirs... Voici celles des travailleuses anglaises. Espérons que nous pourrons aller aussi loin et bientôt.

En mars 1974 dix villes britanniques mettent en avant cette chartes. Les conseils syndicaux de Londres l'acceptent. Quelques mois plus tard, une conférence réunit 200 femmes, déléguées de sections du mouvement syndical et de groupes du mouvement des femmes. Malgré les désaccords sur la formulation de telle ou telle revendication et sur les modalités de la lutte des femmes pour leur libération, il est unanimement décidé de populariser cette charte qui officialise la nécessité pour l'ensemble du mouvement ouvrier de prendre en charge la lutte contre la surexploitation des travailleuses dans l'entreprise et dans la société.

1976 : 12 syndicats nationaux, 35 conseils syndicaux, une centaine de sections syndicales et 85 organisations diverses adoptent la charte, à un moment où les effets d'une crise particulièrement aiguë en Angleterre atteignent de plein fouet les femmes dans leur droit au travail.

Texte de la charte :

- Salaire au niveau où il a été négocié par les syndicats indépendamment de toute question de sexe, avec un minimum national au-dessous duquel aucun salaire ne devra tomber.
- Egalité des chances, en ce qui concerne l'emploi et la promotion, sans considération de sexe ou de statut civil.
- Egalité sur le plan de l'éducation et de la formation dans tous les emplois et congés obligatoires pour la formation de tous les travailleurs et travailleuses de 16 à 19 ans.
- Conditions de travail identiques pour les hommes et pour les femmes, sans détérioration des conditions de travail précédentes.
- Disparitions de tous les obstacles légaux ou techniques en matière d'égalité concernant le logement, les possibilités d'achat, les pensions pour les vieillards, les impôts, l'obtention du passeport, la garde des enfants, les prestations sociales, etc.
- Amélioration et augmentation du nombre de crèches, gratuites, ouvertes plus longtemps, selon les besoins des mères travailleuses, avec des classes préscolaires, augmentation du nombre des écoles enfantines.
- Congé de maternité de 18 semaines, sans diminution de salaire, avant et après la naissance de l'enfant, et 7 semaines après l'accouchement s'il s'agit d'un enfant mort-né. Pas de licenciement pendant la grossesse et le congé de

maternité. Garantie de la sécurité de l'emploi et des possibilités de promotion.

- Extension à toutes les localités de centres de planning familial, assurant la diffusion gratuite des moyens contraceptifs. Avortement gratuit avec grande facilité.

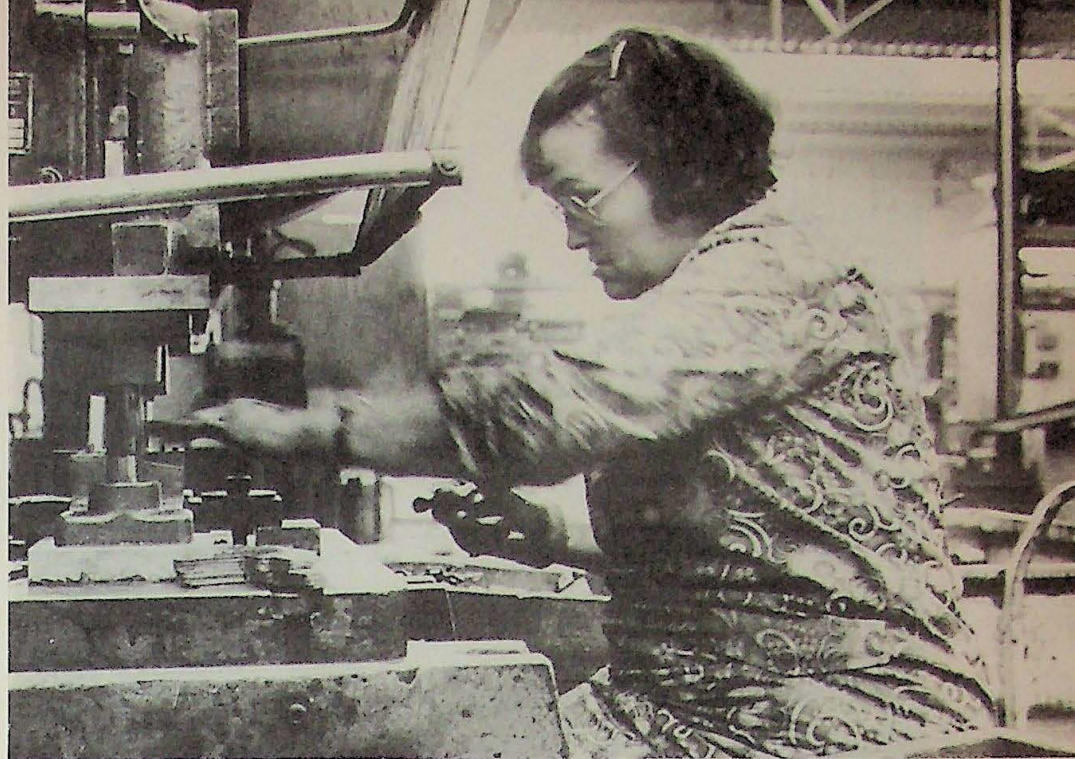
- Augmentation des allocations familiales (2,50 livres par semaine et par enfant) dès le premier enfant.

- Campagne parmi les femmes afin qu'elles prennent une part active dans les syndicats et dans la vie politique, de manière à ce qu'elles puissent exercer une influence en relation avec leur nombre. Et campagne parmi les hommes syndiqués afin qu'ils travaillent à ce même objectif.

Sans pouvoir reprendre pour notre compte chaque point de cette charte qui correspond à la situation anglaise, nous saluons l'existence d'un tel accord. Pour en mesurer toute l'importance il faut rappeler que le mot charte signifie en anglais : « document écrit par lequel plusieurs partis s'engagent à lutter pour un droit », c'est donc plus qu'une simple plateforme.

Cette charte est un point d'appui essentiel pour aller plus loin : de la lutte contre les discriminations dont sont victimes les femmes travailleuses à la lutte contre les racines mêmes de ces discriminations. Et le garant de la recherche de ces objectifs, dont une partie seulement est présente dans la charte, reste leur organisation collective.

Dominique LAMBERT ■



femmes à l'usine et au bureau (1)

La CGT vient de publier les résultats d'une enquête sociologique sur la condition des femmes travailleuses « ouvrières employées ». Cette enquête, par sondage demandé à l'IFOP, d'après un questionnaire établi par un collectif de travail (Commission féminine CGT, Centre confédéral d'études économiques et sociales, Centre confédéral d'éducation ouvrière), a été faite par la CGT pour « améliorer encore sa capacité d'analyse et d'intervention dans ce secteur ».

L'enquête portait sur les points suivants : les carrières professionnelles, les conditions actuelles de travail, la vie hors travail, les femmes salariées et le syndicalisme. Les résultats mettent en lumière ou confirment des faits tels qu'une forte sous-qualification de la main-d'œuvre féminine (24,8 % des femmes interrogées n'ont aucun diplôme d'enseignement général, 59,2 % aucun diplôme professionnel), un impact du chômage plus fort parmi les jeunes générations (24 % pour les ouvrières et employées de 18 à 24 ans) ; la place importante du travail intérimaire, les bas salaires et le recul de la notion de salaire d'appoint (pour la majorité des femmes l'augmentation du salaire vient en tête des revendications), des barrières dans la promotion.

En ce qui concerne la partie « vie hors travail », les réponses mettent l'accent sur le manque de temps (absence de temps pour les loisirs comparé au temps passé aux travaux domestiques), le faible taux de départs en vacances ; bref, sur le fait que les charges familiales sont

encore trop souvent portées en priorité par les femmes. Les résultats du sondage concernant le syndicalisme donnent un taux de 22,6 % pour la syndicalisation des femmes interrogées ; 55 % des femmes répondent positivement quant à l'existence d'un syndicat dans leur entreprise, dans 27,6 % des cas il n'y a pas de syndicat et pour 17,3 % la réponse est « ne sait pas ». Enfin, 47,4 % des femmes se prononcent pour des changements fondamentaux du système politique, économique et social.

Par les chiffres qu'elle apporte, cette enquête est un outil de travail et de réflexion. Cependant, ces chiffres livrés pratiquement à l'état brut posent une interrogation : les réponses de la CGT, ses positions sur la conditions féminine sont absentes de la conclusion de cet ouvrage. Il serait intéressant de connaître ses propositions faites à la lumière de cette enquête. ■

(1) Préface de Christiane Gilles, secrétaire de la CGT.

22 novembre-5 décembre : Dijoud chez les immigrés

Du 22 novembre au 5 décembre prochain, le gouvernement organise la « quinzaine de rencontre Français-immigrés ». Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail a envoyé ses instructions aux préfets pour leur expliquer l'opération. Ainsi celle-ci ne manquera-t-elle pas d'être sérieusement encadrée, administrativement et policieusement.

Opération à grande échelle : télévisions, radios, journaux régionaux « feront l'article » pour cette manifestation de propagande politique. L'office national pour la promotion culturelle des immigrés, qui tient lieu d'embrigadement culturel officiel, met sur pied des opérations bidons. Un concours réservé aux jeunes doit montrer qu'avec un peu de bonne

volonté « tout le monde y pourrait être bon et gentil ».

Il s'agit, selon le ministre Dijoud de « mobiliser au sein de la Nation française, un nombre croissant d'amis des immigrés ». Lancée par une conférence de presse tenue lundi dernier, l'opération n'a d'autres buts que de jeter un voile sur les causes économiques politiques et culturelles

qui font que le racisme et la surexploitation dans ce pays sont tolérés.

Curieux enfin, cette quinzaine : elle survient au lendemain du second festival culturel des travailleurs immigrés que le ministre Dijoud a refusé d'aider. Lundi dernier, amené à répondre sur le problème posé par la grève des loyers dans les foyers Sonacotra, Paul Dijoud n'y a rien vu d'autres que des « manipulations gauchistes », la preuve, a-t-il dit, c'est que la direction Sonacotra a obtenu l'accord de la CFDT et UGTA) ont tenté des négociations qui, la plupart du temps, ont été limitées. Paul Dijoud a d'ailleurs rappelé que les « quinze membres des conseils de résidents expulsés l'avait été pour des causes relevant du « droit commun ». Avec de tels mensonges, on peut faire confiance à cette « quinzaine des rencontres français-immigrés ».

Michel CAMOUIS ■

garde à vous mêmes

soldats : un an après Besançon

C'était à Besançon, en novembre 1975. Le comité de soldats du 19^e RG, s'estimant représentatif de l'ensemble de la caserne, décidait de se transformer en syndicat de soldats et de mener, dorénavant, une lutte de caractère clairement syndical. Au cours de la conférence de presse donnée à cette occasion, le nouveau syndicat recevait l'appui notamment de l'Union locale (CFDT) et de IDS (1). Quelques jours plus tard, un autre comité, à Chaumont cette fois-ci, se proclamait à son tour syndicat. On sait ce qui s'ensuivit. Le Premier ministre, Chirac, lance une vaste opération politique contre le mouvement des soldats et contre les civils qui les soutiennent. Plus de cinquante personnes sont inculpées devant la Cour de sûreté de l'Etat, certaines sont détenues plusieurs mois, parmi lesquelles de nombreux militants du PSU.

En un an, le mouvement a changé de nature. Les comités ont cherché à se multiplier et à faire paraître une multitude de journaux clandestins aux titres cocasses. Une telle pratique rendait le mouvement irréversible et

Extrait d'un tract de la coordination Rhône-Alpes des comités de soldats distribué à Lyon le 23 octobre 1976 :

« La coordination régionale Rhône-Alpes des comités de soldats s'associe pleinement à la journée nationale d'action du 23 octobre pour l'emploi des jeunes.

» Les soldats contre le plan Barre.

» En tant que soldats, travailleurs sous l'uniforme, nous connaissons les mêmes problèmes que tous les jeunes face au plan d'austérité... mais en plus grave. » ■

multiple, insaisissable parce que présent partout en même temps.

En outre, des coordinations régionales se sont constituées qui réunissent régulièrement les représentants de comités d'une même région. L'une de ces coordinations, celle de la région Rhône-Alpes, a même sorti son propre journal.

Désormais, grâce aux comités, l'armée n'est plus la « grande muette » et les murs de ses casernes ne sont plus des murs de prison.

Quand un fait exceptionnel se produit, il est tout de suite connu et la grande presse peut informer l'opinion publique des accidents et des incidents qui se produisent si souvent. De même, certaines revendications aboutissent et l'on voit des commandants prendre des mesures qui, comme par hasard, étaient réclamées quelques jours auparavant dans le journal du comité.

Par ailleurs, le mouvement des soldats a aussi amélioré son implantation, dans les différentes couches de la jeunesse. Il y a encore quelques années, les jeunes appelés avaient environ une vingtaine d'années ; les étudiants étaient, eux, plus âgés parce que sursitaires. C'était ces der-

niers, plus politisés et plus mûrs, qui animaient les luttes. Les grandes luttes de civils en 1973 contre l'appel sous les drapeaux à 18 ans, ont vu des masses de jeunes lycéens s'ouvrir aux questions militaires et 1975 est l'année où s'est opérée la jonction entre les derniers étudiants sursitaires et meneurs de luttes, et la nouvelle génération d'appelés, beaucoup plus jeunes, mais ayant la volonté de s'affronter à l'organisation militaire. On trouve maintenant, dans les comités qui se créent, des jeunes qui n'ont aucune expérience politique ou syndicale précédente. Ils sortent pour la plupart de CET, d'un apprentissage, d'une usine, ou ils ont le baccalauréat en poche et peuvent poursuivre leurs études après. A l'armée, ils découvrent un univers qui leur est complètement étranger, difficilement supportable. Et, très vite, la nécessité de la lutte syndicale leur apparaît. Compte tenu des circonstances particulières, c'est vers les comités de soldats qu'ils se tournent.

Certains, parmi eux, sont déjà adhérent d'une organisation de masse : la CGT, la CFDT, la JOC, etc. Parfois, mais rarement, d'un parti politique, et ce sont ceux-là qui permettent aux autres de faire le pas, la démarche « nécessaire ».

les appelés bougent aussi

Une autre perspective s'ouvre avec le temps, sur laquelle nous comptons bien : chez les engagés, les officiers comme les sous-officiers, il y avait jusqu'à présent attente et expectative. Les militaires de carrière ne sont, en effet, pas mécontents de l'agitation chez les appelés dans la mesure où ils peuvent espérer par contrecoup en bénéficier. Cependant, compte tenu de leur engagement, de leur histoire, de leur mentalité, de la structure de leurs corps, il ne fallait pas espérer les voir se joindre aux appelés en lutte avant quelque temps.

Il semble que maintenant chez eux aussi des remous se produisent. Il ne



s'agit plus d'opération spectaculaire comme celle de l'amiral Sanguinetti. Mais c'est plus profond. Dernièrement, un sergent, Jean-René Quinard, a tenu une conférence de presse pour faire savoir qu'il quittait l'armée en laquelle il ne croyait plus ; il a renvoyé son engagement au ministre de la Défense, est déserteur et s'attend à un procès. Il était entouré, à cette occasion, d'autres engagés qui, eux, restent sous l'uniforme, mais ont décidé de mener la bagarre de l'intérieur.

Cette évolution est extrêmement importante, car elle nous apporte deux garanties. D'une part, il y a là la possibilité de la pérennité du mouvement. Tous les ans les appelés se renouvellent, l'expérience est donc difficile à accumuler. Grâce aux engagés, ça devient possible. D'autre part, il y a surtout l'assurance que, quel que soit le devenir de l'armée, qu'elle soit recrutée sur le principe de la conscription, comme actuellement, ou sur celui de l'engagement que propose P. Messmer, où qu'il y ait une solution mixte, il y a un lien établi entre militants hors et dans l'armée par l'ébauche d'un mouvement syndical, et ce lien est une garantie démocratique contre toute évolution vers une répression accrue de l'ennemi intérieur.

les perspectives

Dans l'ensemble, le bilan de l'année est donc positif. Il reste que tout n'est pas si simple et que certaines difficultés ne sont pas surmontées. Le mouvement des soldats est toujours isolé politiquement, et il a besoin d'un deuxième souffle pour se mobiliser. Le blocage politique réside dans le fait que ni le PS ni le PC ne sont prêts à accepter les revendications du mouvement, en particulier le droit syndical pour des raisons connues. Ce sont des parties de gouvernement qui espèrent être à la tête de l'armée bientôt, et ils ne tiennent pas à se compliquer la tâche.

Plus concrètement, il semble possible de lutter sur certains points particuliers où on devrait obtenir un large

Exemple d'un journal de comité récemment publié : « Lâche-moi le pull », n°3, journal clandestin du comité de soldats du 93 RA2.

Au sommaire : éditorial ; plate-forme de revendications ; une bande dessinée sur Bigeard ; des échos de la caserne ; Canjuers : ce qu'est ce camp ; les droits des soldats ; article sur le racisme ; une impression d'une manœuvre ; la division sociale reproduite par l'armée ; consignes de prudence ; des dessins.

Au total, quatorze pages, bien imprimées. ■

consensus, par exemple sur la sécurité. Les conditions de travail et d'exercice dans l'armée sont particulièrement dangereuses et, très souvent c'est sur ces thèmes que se mobilisent des appelés et des engagés. Pourquoi ne pas exiger la création de comités d'hygiène et de sécurité à l'exemple de ce qui existe dans les entreprises ?

Autre thème à développer : le droit d'expression. Tout faire pour que les journaux actuellement clandestins soient autorisés. Il est particulièrement ahurissant qu'à notre époque où les informations et les débats politiques pénètrent largement le public, les soldats soient obligés de se cacher pour lire ce qui les concerne. Il faudrait donc être capable d'imposer une nouvelle pratique de telle manière que ce droit d'expression, d'opinion, de lecture soit reconnu et respecté...

Il y a encore d'autres pistes à chercher. Nous ne les énumérerons pas toutes. Ce qu'on peut retenir, c'est donc que le mouvement vit bien, qu'il a des perspectives, mais qu'il est très isolé et qu'il a besoin d'un soutien important. C'est d'ailleurs son but : créer un lien entre civils et militaires qui constituerait une garantie démocratique minimale contre les évolutions possibles de l'appareil militaire.

Pierre THURET ■

(1) *Information pour les droits du soldat, BP 42 Paris 75825 Cedex 17.*

Extrait de la lettre adressée au ministre de la Défense par le sergent Quinard, qui désire résilier son contrat (1).

...« Lorsque, en 1970, j'entrais dans l'armée de l'air, j'étais âgé de quinze ans et cinq mois. A cet âge, seule une vie matérielle m'intéressait, et l'armée, par la propagande qu'elle m'avait envoyée, me la promettait. Durant les trois premières années d'école que je connus, je fus remarqué comme étant un élève militaire « discipliné » et « travailleur » et, en effet, j'étais. Puis, ce fut dans une école des P. et T. que l'armée m'envoya suivre un stage. [...]

...» Je m'élève contre le procédé infâme, n'existant que dans l'armée, qui consiste à faire signer des contrats par des adolescents dont l'âge se situe entre 15 et 17 ans, sans qu'ils puissent, par la suite, le rompre ; sauf, bien sûr, en payant chèrement de leur personne. [...]

(1) *Comité de soutien François Henaff Kergoat St-Urbain, 29220 Landernau.*

et pourtant elle tourne...

Portugal : deux stratégies politiques s'affrontent

Franck Carlucci, ambassadeur des Etats-Unis au Portugal est satisfait. Nommé à ce poste à un moment où le MFA donnait une orientation de plus en plus révolutionnaire à son projet politique, cet ancien agent de la CIA a réussi aujourd'hui à inverser le pendule. Mis en accusation par le major Otelo de Carvalho, à propos de la tentative de coup d'état de Spínola du 11 mars 1975 (l'obligeant à démentir ce chef d'accusation dans une conférence de presse), Franck Carlucci savoure sa revanche : Soares a enfin donné une orientation social-démocrate au PS, parti qui gouverne actuellement le Portugal, au moment où le major Otelo de Carvalho finissait de purger une nouvelle peine de prison.

Est-ce à dire pour autant que les Etats-Unis ont marqué des points définitifs dans la péninsule lusitanienne ? il est encore tôt pour l'affirmer. Le Portugal, comme d'ailleurs l'ensemble des pays de l'Europe du Sud, étant l'enjeu d'une bataille opposant deux stratégies politiques : l'union de la gauche face au régime libéral d'alternance (entre socio-démocrates et conservateurs) de type anglais ou allemand, excluant toute participation au pouvoir des communistes. L'intérêt de cet affrontement venant du fait que ces stratégies divisent la II^e internationale, en particulier les socialistes français et le SPD allemand, habilement utilisé par les américains.

Le Portugal a donc servi de champ d'expérience pour les partisans de ces deux stratégies. Et si les choses se sont compliquées, c'est que les experts américains avaient sous-estimé les capacités d'interventions de l'armée portugaise.

le virage à droite du PS

A la veille des élections municipales et cantonales, qui se tiendront au Portugal le 12 décembre prochain, les trois plus grands partis politiques ont tenu leur congrès : le PS à Lisbonne et le PPD/PSD (nouvelle appellation : parti social-démocrate) à Leiria, pendant le week-end de la Toussaint ; le PC à Lisbonne du 11 au 14 novembre.

On attendait également avec intérêt la première réunion des GDUP'S (groupes de dynamisation populaire) animés par le major Otelo de Carvalho. Des divergences ayant éclaté à la direction, opposant le MES et le PRP à l'UDP, le congrès a été ajourné. Un nouvel échec de la stratégie « gauchiste », qui saborde gaiement les résultats d'Otelo aux élections présidentielles.

L'orage qui menaçait depuis longtemps a éclaté au congrès du PS. Le plébiscite obtenu par son leader Mario Soares n'a pu masquer les graves divergences qui ont abouti à la constitution de deux listes pour l'élection de la nouvelle commission natio-

nale. La liste « officielle », animée par Soares, l'a emporté par 610 voix contre 210 à la seconde liste animée par des syndicalistes qui militent dans les commissions de travail du parti. L'élection se faisant à la proportionnelle, un quart des 151 membres de la commission nationale appartiennent à la tendance contestataire.

Ces divergences politiques ont eu deux conséquences : en premier lieu, le ministre de l'Agriculture, Lopes Cardoso, considéré comme l'animateur de l'aile gauche du PS, ne voulant figurer sur aucune liste, a été écarté de la direction du parti. Dans la foulée, il a démissionné de son poste ministériel et a été remplacé par Antonio Barreto, proche de Soares. En second lieu, la commission du travail du PS a été dissoute.

En première analyse, il semble aux yeux des observateurs que la tendance social-démocrate du PS a renforcé confortablement ses positions : Cunha Rego et Alfredo Barroso qui, au congrès de 1974, étaient tombés en disgrâce, après avoir signé un document préconisant une orientation social-démocrate, sont revenus au premier plan. En revanche, les animateurs de l'aile gauche comme Carlos Laje (à Porto) et Aires Rodrigues (secrétaire national pour le travail) sont battus. Il est cependant nécessaire de moduler cette analyse ; pour trois raisons.

1^o D'une part, l'aile gauche du PS a évité de faire une scission du type de celle de Manuel Serra en 1975, qui pour l'heure lui serait préjudiciable.

2^o D'autre part, dans la liste Soares, des éléments jugés « progressistes », comme Antonio Reis, figurent en bonne place, ce qui indique qu'il n'y a pas de rupture définitive dans le parti.

3^o Enfin, Mario Soares va devoir compter sur une dynamique aile gauche qui va pouvoir maintenant se structurer, et qui trouvera un écho réel auprès du groupe parlementaire socialiste, où Lopes Cardoso fera figure de leader. A maintes reprises les députés socialistes et communistes ont voté ensemble contre la droite, à l'Assemblée.

La stratégie définie par Soares à ce congrès portait la griffe du SPD : éliminer ou marginaliser l'aile gauche



Photo Pascal Lebrun

pour pouvoir passer un accord au centre avec le PPD/PSD. Or, à terme, c'est-à-dire à l'échéance des élections municipales et cantonales, le PS risque d'être laminé. Abandonné par sa base ouvrière et militante active, il ne pourra pas trouver le consensus social nécessaire pour gérer la crise économique. Et la couche « social-démocrate », qui représente une grande partie de sa base d'appui (employés du secteur tertiaire, professions libérales, enseignants, etc), se détournera petit à petit de lui, pour chercher un réconfort vers la droite, seule capable de ramener la confiance dans la petite bourgeoisie, dont l'opportunisme n'est plus à décrire.

D'ailleurs, depuis sa nomination à la tête du gouvernement, en juillet dernier, Soares n'a pas cessé de donner des gages à la droite de son parti. Quatre exemples sont significatifs :

1^o Sur le plan syndical, le PS appuyé par le PPD/PSD et le CDS a essayé de casser l'unicité syndicale, en suscitant une dissidence au sein de l'Intersyndicale, à partir des sections des banques, des bureaux, des postes et télécommunications, etc. Cette dissidence, qui avait pris l'appellation « lettre ouverte » a échoué lamentablement. Le premier congrès des syndicats, qui se tiendra du 27 au 30 janvier prochain, permettra de vérifier les effets de cette politique.

2^o Sur le plan de l'enseignement, le nouveau ministre de l'Education, appartenant à l'aile réactionnaire du PS, Mario Sottomayor-Cardia, a déclenché une chasse aux éléments de gauche au sein de l'appareil d'enseignement et de l'Université. Cela a provoqué des manifestations de syndicats d'enseignants PS I...

3^o Sur le plan de l'information, le très réactionnaire ministre PS Manuel Alegre a également procédé à l'épuration des journalistes de gauche de la télé et de la radio. Des journalistes fascistes épurés le 25 avril 1974 pourraient être réintégrés. Le ministre socialiste est appuyé dans sa tâche par le nouveau président du conseil d'administration de la RTP, le capitaine Tomás Rosa qui travailla, sous le fascisme, à l'émission de la Voix de l'Amérique, *Raret*, fabriquée à Munich et diffusée depuis Lisbonne vers les pays de l'Est.

4^o Sur le plan agricole, la démission de Lopes Cardoso satisfait l'organisation fasciste des petits et moyens propriétaires, CAP, qui veut à tout prix démanteler la réforme agraire qui n'est guère soutenue par le gouvernement.

Le virage « à droite » du PS a entraîné obligatoirement un virage « à gauche » du PPD/PSD, lequel souhaitait se rapprocher de la ligne Soares. La radicalisation des thèses défendues en décembre 1975, au congrès extraordinaire à Aveiro, par le secrétaire général Sà Carneiro, a fait place au congrès de Leiria, à une orientation nettement social-démocrate. Cela s'est traduit par une révision des statuts du parti, dans un sens nettement plus démocratique (grâce au travail réalisé par le groupe dit « de Seteais »), et le retour à la direction du parti de l'aile gauche écartée à Aveiro : Barbosa de Melo (n^o 2 du parti), Pinto Balsemao, directeur du journal *Expresso*, entre autres.

Cette stratégie social-démocrate défendue par les leaders du PS et du PPD/PSD se trouve contestée par le PCP, ainsi que d'ailleurs par l'aile gauche de l'armée, animée par le major Melo Antunes.

Le congrès du PCP, au-delà du rituel, des cérémonies et du langage toujours orthodoxe, a été en fait, l'occasion d'une autocritique sans complaisance de la part de Alvaro Cunhal. « Nous n'avons pas suffisamment appuyé les classes moyennes, les petits et moyens agriculteurs, commerçants, industriels, intellectuels et cadres. Nous avons souvent manifesté du sectarisme. Fréquemment, nous avons cédé devant la pression gauchiste, surtout en ce qui concerne notre politique d'alliance. Nous avons parfois mal évalué les rapports de forces au sein de l'armée et du MFA, faisant preuve d'un optimisme exagéré. »

Cunhal préconise donc une alternative de gauche à l'actuel gouvernemental socialiste minoritaire. « Un gouvernement constitué par des socialistes, des communistes, des militaires et des indépendants de gauche. Ou bien, un gouvernement dirigé par une personnalité indépendante ayant l'appui du PC et du PS. »

Nous voilà revenu, semble-t-il, deux années en arrière, à la ligne préconisée par Cunhal au lendemain de la chute de Caetano. Cette stratégie « à la française » favoriserait un retour à la coalition politique des premiers jours de la « révolution des œillets ». Un tel compromis peut aujourd'hui éviter un retour en force de la droite fasciste au pouvoir, en raison de la dramatique situation économique.

Dans cette optique, le PCP a élaboré des listes d'union avec le MDP, le FSP et des indépendants de gauche pour les prochaines élections, qui constitueront un nouveau test décisif pour la jeune démocratie portugaise.

Alain ECHEGUT ■

espagne imprévisible

« Plus d'un mois pour mobiliser contre un plan économique qui lèse gravement les intérêts des travailleurs !... Certains parlent à mi-voix, d'une « trêve » tacite de l'opposition. En tout cas des appareils, car les structures de base (Commissions ouvrières, associations de quartiers...) n'ont jamais été aussi vivaces. Un mois environ avant le referendum, beaucoup pensent qu'il ne faut pas risquer de provocation dont la droite s'emparerait... »

— « Le calendrier de réformes annoncé sera-t-il tenu ?... »

— « Le gouvernement, en tout cas, a l'air de vouloir le faire respecter. Les Cortès doivent incessamment discuter le projet. On dit qu'il sera approuvé par une majorité honorable, ce qui n'était pas prévu... »

tout est calme...

Mon interlocuteur, avocat le matin, militant « illégal » le reste du temps, balaie de la main la place en demi-lune de la Puerta del Sol : « Regarde : tout est calme. Dans deux jours, pourtant, c'est la grève générale... » Il pleut à verse sur Madrid. Embouteillages monstres. Une foule affairée patauge jusqu'à mi-mollets dans d'énormes flaques d'eau. Un invalide propose sous un porche un plateau de cigarettes et deux revues dont les photos de couverture sont fort déshabillées (mais « à l'intérieur, c'est très correct » me rassure le camarade) : sans doute un ancien vaincu de la guerre civile, chassé de son emploi après la défaite.

C'est vrai : tout est calme. Rien de la tension qu'on pouvait observer, en janvier dernier, lors de la grève du métro, quand les longues files d'attente aux autobus hésitaient entre résignation, rigolade et méfiance (car on craignait des attentats dans les rames remises en service par l'armée).

Dans les locaux, camouflés mais évidemment repérés par le « sereno » (flic-concierge) et la police, où me reçoivent ensuite les militants d'autres organisations, même scepticisme sur la grande grève générale prévue le 12 novembre : les manifestations publiques qui devaient initialement accompagner les grèves ont été annulées ; des arrêts de travail limités, parfois symboliques, sont laissés « aux possibilités de l'entreprise ».

Les bulletins des commissions ouvrières, épinglés aux murs des bureaux clandestins, appellent cependant avec vigueur à se mobiliser. Contre le blocage des salaires d'abord : la liberté de négocier les conventions collectives est provisoirement restreinte ; faute d'accord entre les parties sous huit jours, l'administration fixe les hausses autorisées, sans consultation ni arbitrage.

Autre motif de revendication : l'application de l'article 35 de la loi sur les relations de travail est suspendue jusqu'au 30 septembre 1977. Ce texte permettrait aux tribunaux de contraindre les chefs d'entreprise à réintégrer les salariés licenciés pour un motif jugé non valable. « D'accord, les tribunaux usaient parcimonieusement de leurs droits. Mais maintenant, avec la crise économique, le fléchissement de l'investissement et de la productivité, les licenciements vont se multiplier avec cette mesure qui fait la joie des patrons. Même le syndicat officiel a protesté. »

— « La grève du 12 devrait donc être importante. Même si, comme tu le dis, l'heure d'affrontements politiques plus décisifs ne semble pas proche, les travailleurs espagnols apparaissent résolus à défendre les acquis d'une aisance matérielle encore modeste, mais certaines si l'on songe à ce qui était leur sort il y a quinze ans... »

— « Tu sais, en Espagne, tout est imprévisible. Et contradictoire. On manque de moyens pour tester la température à la base... »

un succès pourtant...

Je désigne, au mur, les bulletins des commissions ouvrières que flanquent une affiche sur le Sahara et un poster, de petit format, sur l'amnistie : deux mains blanches, ouvertes en ailes d'oiseau, entre les barreaux noirs d'une geôle de brouillard brun (affiches militantes réservées à la décoration des locaux ; pas question de coller dans la rue où la police n'a qu'un ordre : arrêter « les rouges » et, en cas de fuite, tirer. Quelques courageux n'en effectuent pas moins des « bombages » aussitôt rebarbouillés de noir par les services de nettoie-ment). « Que se passe-t-il dans les commissions ouvrières ? ». La presse libérale du jour annonce que la scission entre les commissions d'obédience communiste et les autres est consommée. Chacun renvoie à l'autre la responsabilité de la rupture. Mon vis-à-vis esquive : « Nous, au MC, on espère que l'unité se refera... ».

Ce désenchantement des responsables ouvriers madrilènes ne laissait guère espérer le succès du mouvement qui a touché l'ensemble du pays le 12 novembre. Les frictions entre

syndicats et partis d'opposition ont d'ailleurs, semble-t-il, fait avorter localement plusieurs grèves. Et certains secteurs d'activité ont été soustraits au mouvement : transports, services publics, banques, magasins... Pour le reste, l'ampleur de la grève a surpris même les organisateurs : plus de deux millions de participants, « la plus importante mobilisation ouvrière depuis la fin de la guerre civile », ont-ils annoncé. Les Asturies (industries métallurgiques et bâtiment surtout) sont apparues en flèche ; la Catalogne, qui avait boudé les derniers grands mouvements, s'est, cette fois, lancée dans la bataille : écoles fer-

mées, port de Barcelone paralysé, cortèges ouvriers dans la capitale catalane qu'ont d'ailleurs dispersés à coup de balles de caoutchouc les contingents de la police.

« Quand je disais qu'en Espagne, tout est imprévisible », commente Ramon qui, la veille encore, n'y croyait pas et craignait que la pression massive (400 arrestations en moins d'une semaine) alliée à la prudence, assez générale semble-t-il à Madrid, des appareils politiques et syndicaux ne désarmât une base restée, de toute évidence, très combative.

Claude DESLHIAT ■



Photo AFP

Madagascar : le boomerang

Aujourd'hui, 84 militants du MFM/MFT (groupement d'avant-garde prolétarien) croupissent dans les prisons malgaches à la suite de l'ordonnance gouvernementale du 11 septembre qui dissout leur organisation. De même, bon nombre de membres du Front étudiant et du Front enseignant de libération nationale (FRELINA et FELN) subissent à travers l'île les tracasseries policières et les arrestations arbitraires.

Ainsi, une fois de plus, les militaires au pouvoir frappent à gauche ceux-mêmes qui furent les acteurs principaux de la révolution de mai 1972 et donnèrent le coup décisif au règne néo-colonial du vieux Tsiranana. Ceux-mêmes qui, par ailleurs, exigent l'application radicale de la « Charte de la révolution socialiste malgache », propre programme du gouvernement Ratsiraka.

Ces événements font suite aux dernières grèves des élèves de l'enseignement technique qui réclament la malgachisation des lycées français

sis sur tout le territoire, et la révision de la politique de transfert technologique imposée par l'impérialisme.

Cette vague de répression va de pair avec l'effort de consolidation du régime militaire sur la base de l'AREMA (avant-garde de la « révolution socialiste » malgache) : le projet vise à regrouper en un parti unique, outre les nombreux transfuges de l'ancien parti (PSD) de Tsiranana, le parti paysan populaire MONIMA, l'AKFM (bourgeoisie protestante radicale) et l'Union des démocrates chrétiens de Madagascar.

En même temps, la droite traditionnelle relève la tête et accentue sa pression sur un gouvernement hésitant, divisé, fragile. Cette droite active se regroupe autour d'un officier, le colonel Rabetafika, inspecteur général des armées, et de l'incroyable André Resampa, numéro deux tout puissant de l'ancien régime et leader du nouveau parti socialiste malgache...

R.L. ■

c'est aussi politique

René Allio... et Pierre Rivière

Chez René Allio — entre deux voyages (l'un pour une dernière retouche au décor de « Chatterton » de Vigny monté par Jean Jourdeuil au Théâtre National de Strasbourg... l'autre à Perpignan pour un week-end sur le cinéma populaire).

Dans le bureau, des maquettes de décors... sur une table, des pièces à conviction : les pistolets des « Camisards », la hache meurtrière de Pierre Rivière. Le cinéaste et l'interprète (Claude Hebert) sont là. Le premier répond à nos questions d'une voix très douce, le second écoute patiemment, en silence... Pierre Rivière, l'histoire d'un triple assassinat (on devient assassin « par force » comme devenait fou l'Henri IV de Pirandello). Histoire aussi de la vie quotidienne des paysans à la fin du siècle dernier.

T.S. : Le fait d'aller en province pour déterrer toute une vie, une quotidienneté, a amené la population du village normand à participer à une création et à l'animation de l'œuvre cinématographique.

René ALLIO : Cette démarche est le fruit d'un travail d'une dizaine d'années et six films.

A travers tous mes films, j'ai débouché sur l'histoire non parisienne, occultée par la grande histoire, qui renvoie aux rapports de Paris et de la province, qui parle d'oppression, de colonisation régionale, montrant les hommes du peuple affrontés au pouvoir central. Avec « Les Camisards », (pour lequel j'ai amené avec moi des acteurs de la décentralisation qui eux aussi se posaient le problème de la représentation du personnage populaire, ayant travaillé Brecht), c'était finalement logique que dans cette quête du personnage je m'éloigne de ce film pour arriver à cette réflexion avant de décider de faire appel aux gens du pays.

Avec « Rude Journée », j'ai traité le problème de la capacité d'imaginer, d'inventer...

Pour « Pierre Rivière », aller chercher les paysans normands, c'était faire appel en leur capacité de parler de leur propre vie, de narrer avec le plaisir de raconter, faisant appel à leur expérience personnelle, de la vie, d'émotions vécues, partageables avec les spectateurs — ceux à qui on raconte l'expérience de la vie et de la mort.

T.S. : La venue d'une équipe de tournage dans un village de province, face à la situation locale et au pouvoir ancestral, cela signifie quoi sur le plan anecdotique ?

R.A. : Il a fallu d'abord vaincre une réticence bien naturelle, s'expliquer, beaucoup parler (c'est ce travail qu'ont fait pendant deux mois mes assistants); rencontres aussi avec des maires pour expliquer notre projet. Ainsi, de ramification en ramification, on a sillonné toute une région,

instauré le dialogue, tissé des liens. Le projet avançait et les gens ont tout à fait pris conscience de ce que nous souhaitons : la prise en charge de quelque chose qui était (qui sera) la leur : la représentation paysanne qu'on ne voit nulle part...

T.S. : Un contrat de confiance s'est alors établi...

R.A. : Oui... A partir du moment où les gens ont senti cette confiance en eux, et que nous la désirions, ils ont compris l'enjeu du film.

T.S. : Ils se sont découverts comme sujets de l'histoire (alors qu'en général ils en sont l'objet)...

R.A. : Ce film, mais il est le mien dans la volonté de cette démarche, il leur appartient au moins autant qu'à moi. Ils disent que je les ai bien aidés, que j'ai bien fait mon travail de metteur en scène... Je n'ai jamais donné le sentiment de douter de leurs capacités; j'ai placé des réactions, des regards, des jeux de scène... mais toujours en leur parlant, (par exemple, Joseph, le père de Rivière : dans la vie il n'a pas cet espèce de poids morne qu'il a dans le personnage...).

T.S. : La fidélité au livre de Michel Foucault est-elle exceptionnelle ? Où est la part de fiction et la part d'adhérence ? Il semble que ce « merveilleux document d'ethnologie paysanne » ait été privilégié au détriment des rapports justice/psychiatrie ?

R.A. : Il n'y a pas de fiction dans le film. Ce qui est représenté est contenu dans le document, ce que disent Rivière, les témoins... Ce qu'il y a dans les procès verbaux... Michel Foucault a dit : « Ce que j'écris, j'espère que c'est une boîte à outils, que des gens viendront y fourrager dedans. » Oui, c'est une formidable boîte à outils et on a pas fini de s'en apercevoir...

Mais à aucun moment, je n'ai cherché à ouvrir sur des explications. La construction du film vise à rendre compte du contrepoint des différents discours et de leur débordement par celui de Rivière. Le rapport du pouvoir avec la normalité, le fonctionnement

de la psychiatrie, prenaient un ton explicatif et la partie paysanne l'a « recrachée » ; c'est elle qui porte l'essentiel. Et ces rapports justice pénale/psychiatrie sont présents, ils sont chez le spectateur ; lorsque celui-ci quitte son fauteuil, il possède tous les éléments pour en débattre avec lui-même.

T.S. : Avec « Pierre Rivière », ce sont les retrouvailles avec l'histoire quotidienne : le caractère « sordide » du vécu, le fumier devant la porte... tout ce qu'à la campagne on connaît bien... Les passions et violences qui ne sont pas celles de la ville...

R.A. : J'ai parlé de Shakespeare, de la Bible ; c'est la démesure, et c'est peut-être mon dernier film sur le quotidien qui est travaillé du dedans par une démesure, une violence, une passion. C'est le tragique qui est en train de le déborder.

T.S. : S'adressant à la fois à René Allio et à Claude Hebert : il y a dans ce mémoire qu'a laissé Pierre Rivière tout ce langage qui en fait n'appartient pas au milieu dans lequel il vit — il y a une résurgence du beau langage, avec des imparfaits du subjonctif...

Claude HEBERT : Quand les paysans allaient à l'école, ils écrivaient le français d'une manière très pure... Quand ils le parlaient (ceux qui avaient eu la chance d'aller à l'école) ils employaient sûrement cette « belle langue française » tout en gardant leur caractère rural.

T.S. : On a l'impression que pour le découpage de cette langue en dialogue — sur le plan strictement technique — il peut y avoir quelques difficultés.

R.A. : Tout ce qui est parlé dans Rivière, c'est de l'écrit, c'est de la parole qui a d'abord été retranscrite en écrit par des greffiers et ce que

l'on remet aujourd'hui dans la bouche des paysans, c'est de l'écrit.

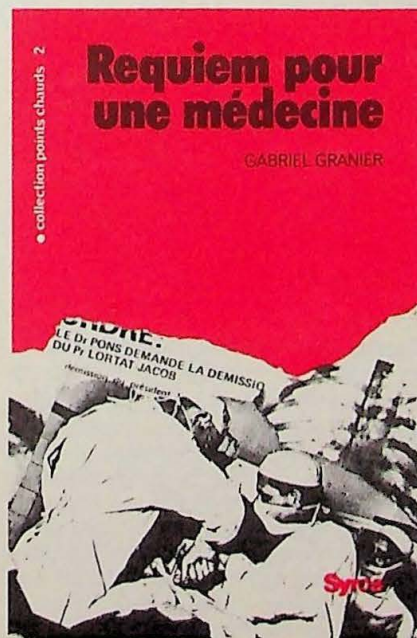
Rivière a mis lui-même sa parole en écrit. Pour tous les autres, ce sont les greffiers qui ont traduit le parler normand en « français greffier », et



Photo Tribune Socialiste, F. Claire

administratif — ceci est en même temps un outil très savant — cela traduit la personnalité de chacun. Rivière me ramène sur le registre du tragique qui fait une place pathétique plus grande aux sentiments, à la violence, à l'impudeur, au mépris de la réserve — attitudes qui fonctionnent dans une dramaturgie de la quotidienneté... Lorsque je parle de Shakespeare, de Rabelais, Cervantès ou la Bible, je veux parler de cette part de démesure, d'irrationnel, de tragique, de confrontations entre la vie et la mort présentes dans un registre artistique, avec lequel j'ai besoin de travailler. Rivière, c'est la charnière... Mes prochains films : un policier avec expérimentation du système, du récit policier ; et un conte populaire qui fonctionnera sur le merveilleux...

Propos recueillis
par José SANCHEZ ■



234 pages - 24 francs

SYROS

vient de publier
dans la collection

POINTS CHAUDS

Le système conventionnel est mort. L'Ordre des médecins, au nom d'intérêts obscurs et de son éthique vichyssoise, l'a toujours combattu. Les Syndicats médicaux l'ont vidé de son contenu social. Cette incohérence complice donne aujourd'hui au patronat toutes chances d'imposer son projet de double secteur : médecine de riches, médecine de pauvres. L'auteur, membre du Syndicat de la médecine générale, apporte des éléments d'analyse et de prospective pour aider à déjouer le complot.

moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère...

Pierre Rivière, un assassin de 20 ans, en 1835, dans la campagne normande. Une anecdote presque banale, un crime sordide qui ferait les délices de Pierre Bellemare et de ses dossiers tristement ordinaires. C'est pourtant le contraire d'une « affaire criminelle » que nous raconte Allio. La personnalité de l'assassin, le mémoire (1) qu'il a rédigé en prison, si troublants qu'ils soient, prennent place dans un croquis de la vie paysanne au 19^e siècle. Croquis historique d'abord, mais aussi récit tragique du malheur d'être paysan qui pourrait bien avoir quelques résonances contemporaines.

A partir du mémoire de Pierre, écrit pour se libérer autant que pour justifier son acte, René Allio reconstitue le trajet du jeune paysan à travers l'inextricable réseau de contraintes sociales, morales et physiques qui pèsent sur les fermiers. Avec une

Est-ce à dire que le film est une démonstration, rigoureuse, « distanciée » ? Nullement. Rien ici de l'intellectualisme qu'on reproche parfois — à tort — à Allio.

Malgré la puissance du texte de Pierre Rivière, c'est l'image qui dirige



minutie patiente, il met à nu les éléments de cette horreur quotidienne inscrite dans les actes de tous les jours, le travail, la vie et la mort. Le paysan se débat dans les contrats en tout genre, le mariage, la propriété (du sol, des enfants), l'héritage, la cohabitation des générations, les rôles de l'homme et de la femme, les rites, religieux, mortuaires, l'honneur individuel et familial.

Rien n'échappe au double regard, du spectateur et de Pierre qui, témoin de tous les événements familiaux, les recrée, les rejoue sur un mode intelligible pour les dominants, médecins ou juges (la question de sa folie hante jusqu'à la fin) et même pour les autres paysans qui voient avec effroi bousculer les normes les plus sacrées. Pierre ne peut toutefois juger des raisons profondes de son malheur. Il est lui aussi du côté de la norme. Il ne peut qu'en supprimer l'instrument immédiat : sa mère qui ne respecte plus les règles du jeu et transpose sa révolte en actes contradictoires et pour lui intolérables.

ici le jeu, et c'est d'abord à regarder que nous sommes conviés. A regarder et à écouter. La force du travail d'Allio réside dans la combinaison de la voix — des voix — et d'une image qui, loin d'illustrer les textes, les confronte avec leur objet, offre un éclairage différent, suggère une interprétation en scrutant les visages et les gestes les plus simples. Difficile d'oublier le regard stupéfiant de Pierre, et le poids d'émotion (et de sens !) qu'il ajoute à la violence tranquille de son récit.

une mémoire populaire

L'insistance de la caméra à observer les lieux, les mouvements, les visages, le travail, la lumière, ne doit rien à une recherche du pittoresque paysan ni ne tient de l'image d'Epinal englobant à elle seule la totalité de la condition paysanne. L'intérêt du travail proprement historique d'Allio est de considérer chaque mot, chaque geste, comme porteur d'un « poids

d'Histoire », comme moment fugitif (mais significatif) d'un processus séculaire. C'est le contraire par exemple de la démarche de Tavernier dans *Le juge et l'assassin*. Celui-ci plaque sur son récit des connotations « historiques », une interprétation qui renvoient à une « Histoire de France », mythique, rassurante et finalement mensongère. Ce n'est pas un hasard si Allio a choisi de confier à des paysans normands d'aujourd'hui le soin de soutenir dans le film le point de vue paysan sur « le cas Rivière ». Le langage des paysans, l'accent normand ne fonctionne pas comme exotique, « dépayçant », parce qu'il s'oppose à celui des juges en tous genres et que nous y reconnaissons la parole spécifique d'une couche sociale toujours présente et toujours exploitée. La disposition des plans, des mouvements d'appareils, le montage, décomposent, recomposent, composent peu à peu une réalité esthétique d'une image pourtant superbe.

D'autre part, grâce à une construction fondée sur la juxtaposition et l'interpénétration des différents discours (paysans, juges, médecins, prêtres), chacun fonctionnant sur sa logique et ses a priori de classe, on voit se constituer les éléments d'une mémoire populaire, d'une histoire du peuple. Non pas re-présentation linéaire et univoque d'un événement exceptionnel (donc producteur d'un « effet d'Histoire »), mais re-construction d'une réalité vécue, qui fait du quotidien l'Historique, et de l'ordinaire l'objet de l'Histoire.

Charles MAUROUX ■

Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère... un cas de parricide au XIX^e siècle, présenté par Michel Foucault, Archives-Gallimard-Juliard, Paris, 16,30 F.

AVEC DCL : DECOUVERTE POLITIQUE DE L'ESPAGNE



26 décembre - 2 janvier
1 350 F

Voyage de nuit : train-couchettes.

Hôtel : centre de Madrid - chambres 2 pers. - salle de bains - chauffage.

Dix rendez-vous politiques déjà fixés.

Excursions et loisirs : Tolède ou Ségovie. La foire aux livres et le marché aux puces de Madrid.

Attention : places limitées. Clôture des inscriptions le 12 décembre à D.C.L., 4, rue d'Aligre, 75012 Paris. Tél. : 344-12-50

vient de paraître aux éditions Syros

dans la collection
« combat culturel »



64 pages - 15 francs.

Clément Moreau est né en Allemagne, en 1903. Son engagement social l'oblige à l'exil, en Argentine. Là, il rencontre, entre autres, le « Che » et Pablo Neruda. En 1936-1938, il publie des dessins dont les légendes sont des phrases tirées de « Mein Kampf » — d'où le titre du livre publié par Syros. Ces dessins lui valent d'être traîné en justice par l'ambassade d'Allemagne. Celle-ci perd le procès, mais déchoit l'auteur de sa nationalité. Aujourd'hui, il vit en Suisse, n'ayant pu retourner en Argentine depuis la dictature militaire.

Brecht collectionnait les caricatures anti-hitlériennes de C. Moreau. Il semble que la pièce « La résistible ascension d'Arturo Ui » ait été inspirée par ces caricatures.

Comme l'écrit Max Frisch dans sa préface, Clément Moreau nous invite à apprendre « à lire ce que nos « sauveurs » écrivent ».

Avis aux dessinateurs : qu'ils nous proposent une mise en pièces de « Démocratie française », et Syros la publie. ■

Vendredi 19 novembre 1976 à 20 h 30 sur TF 1 : théâtre : *Domage qu'elle soit une putain*, de J. Ford ; réalisation Gérard Vergez. Pièce écrite en 1625, et filmée en vidéo sur la scène du théâtre des quartiers d'Ivry.

A 20 h 30 sur FR 3 : Faits divers : *Fidèle ? Infidèle ?* Questions au couple. Plus de 50 % des Français considèrent la fidélité conjugale comme base du bonheur du couple alors que d'autres tentent parallèlement des expériences nouvelles : communautés, couples libres. D'où vient cette volonté d'être ensemble quoi qu'il arrive et quelle que soit la durée du bail ? Plus de 40 ans de nos jours. Le couple n'est-il qu'une prison ? Annie Lecercler, François Chatelet, entre autres invités, tentent d'y répondre.

A 21 h 30 sur FR 3 : Méditerranée *Espaces*. 7^e émission. La cellule familiale dès qu'elle prend corps est-ce la base de l'organisation et de la répartition des espaces : la division du travail entre l'homme et la femme au sein de la famille va façonner la physionomie de l'habitat et de l'urbanisme méditerranéen. Rediffusion le dimanche 21 à 17 h 30.

A 22 h 47 sur Antenne 2, ciné-club : *L'Escapade*, de Michel Soutter. Le cinéma de Soutter, réalisateur suisse, c'est la peinture du quotidien à travers quelques moments privilégiés.

Samedi 20 novembre 1976 à 20 h 30 sur FR 3, un film : *Frankenstein*.

Dimanche 21 novembre 1976 de 20 h 40 à 23 heures sur France-Culture, ainsi que le **dimanche 28,** deux émissions de 2 h 30 chacune sur le Chili. Septembre 1970 Salvador Allende est élu ; 11 septembre 1973 : le coup d'état sanglant. La première émission : *Les yeux de cuivre et de salpêtre*, historique et bilan. Le particularisme chilien. Histoire du prolétariat. Naissance d'un syndicalisme. Le pouvoir populaire. Discussion dans un cordon industriel enregistré le 28 août 1973.

A 21 h 50 sur TF 1 : *Questionnaire* avec Jacques Fauvet, directeur du *Monde*. *Le Monde* en question.

A 22 h 30 sur FR 3, cinéma de minuit : *La Femme et le pantin*. Le dernier film que Josef von Sternberg réalisa avec et pour Marlène Dietrich.

Mardi 23 novembre 1976 à 20 h 30 sur TF 1, dans la série Provinciale : *Nés natifs de Vendée*, une série de trois émissions. La première : *Julienne*. En Vendée le conservatisme ne s'exprime pas au niveau des idées mais dans la façon de vivre. La Vendée est une région où l'instinct et le réflexe conservateur restent dominant ! Sans que les motifs sociaux ou économiques habituellement invoqués pour justifier telle ou telle attitude politique apparaissent clairement.

A 20 h 30 sur Antenne 2 : Les dossiers de l'écran : *Tous chefs*, télé-film de Jean-François Delassus. Les cadres ou assimilés sont aujourd'hui quatre millions. S'ils ne sont pas tous chefs ils aspirent à le devenir, ils possèdent en tout cas un pouvoir de décision. Les personnages de ce film, cadres de tous niveaux, s'interrogent sur leur rôle dans l'entreprise, sur l'organisation de la vie dans l'entreprise, et sur le système dont ils ont conscience de faire le jeu. ■

la guerre des demoiselles

L'Ariège, terre occitane. Battue par les vents, durs paysages, bergers solitaires, portes de granges aux lourdes serrures grinçantes, bruits étranges de la nuit où hulule la chouette, gongs des cloches dans le silence des villages. C'est l'Ariège. De cette région, belle et sauvage, Gérard Guillaume et Jeanne Labrune nous ont dévoilé une bien étrange histoire, celle de la « Guerre des Demoiselles ». Pas une guerre en dentelles, mais une guerre qui s'est déroulée de 1830 à 1870, une jacquerie entre paysans et garde forestiers.

En 1830, la monarchie céda le monopole de l'exploitation forestière à des « maîtres de forges » ; on nomma des gardes forestiers qui dressèrent procès verbaux. Les montagnards alors menèrent campagne. Ils se déguisèrent en femme, se grimaient le visage et utilisaient la farce comme force combattante. Aujourd'hui, la devise « Volem viure al pais »

est bien fragile. La région a perdu la moitié de ses effectifs, les jeunes s'expatrient, l'exploitation forestière périclète, l'agriculture de montagne meurt faute de paysans à qui l'on n'a donné que trop tard des lois sociales (en 1950), les propriétés sont vendues à des spéculateurs et l'ONF arrache les hêtres au profit de résineux, source d'incendies et de non culture.

Mais... la montagne est belle... et des marginaux y sont venus. Artisanat, élevage, théâtre de marionnettes... Ils sont beaux, ces marginaux, comme le ciel pur et bleu de l'Ariège, les sources, les torrents... Ils s'intègrent à cette région et se font adopter par les paysans, avec un rare bonheur.

Le film de Gérard Guillaume va réveiller les consciences de ceux qui sont restés au pays et qui veulent y vivre. Les paysans disent : « si l'Etat est prêt à débloquer des centaines de

millions pour sauver l'Ariège, alors donnez-nous les millions et gardez les Parisiens » (technocrates et promoteurs). Au parc national que le pouvoir central veut leur imposer, ils objectent un « Non au parc national... Ariégeois debout ! » Si cela est nécessaire, ils prendront le fusil pour montrer qu'ils ne sont pas des sous-développés.

Oui vraiment, une belle, très belle émission, avec tous ses prolongements par des projections, dans les villages ariégeois. Gérard Guillaume nous a procuré un grand et rare moment de télévision. Ces « demoiselles », on a envie d'en savoir plus, beaucoup plus, car l'histoire de France nous a soigneusement caché cette guerre du peuple, qui ne fit que six victimes...

Françoise CLAIRE ■

(1) Diffusion TF 1, les dimanche 6 et lundi 7 novembre, hélas... à 22 h.

Recherche couple de préférence pour exploiter une ferme en LOZERE, en gestion collective.

- travail difficile
- salaire très faible

ECRIRE à LA MOTHE
48110 St-Croix-Vallée-Française
Tél. : 30 à St-Croix/Florac

Sartre par lui-même

Pendant trois heures, Sartre parle dans un décor dépouillé, entouré d'amis : Pouillon, Bost, Contat, Astruc, Gorz, Beauvoir font rebondir et s'enfler le flux d'un discours passionnant. De l'enfance aux années 72-73, voici l'image complète d'une pensée qui a toujours eu l'exigence de s'incarner dans l'époque par des œuvres et des actes, les uns interrogeant et modelant les autres. Et c'est ce que le film (1) a le mérite de rendre visible, ce va-et-vient incessant entre les trois pôles de l'histoire de Sartre : homme, œuvre, événements.

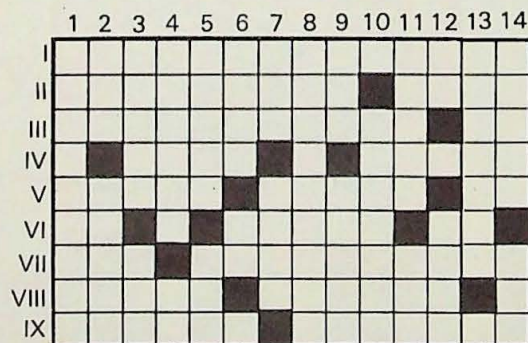
Ce film, préparé pour la TV, a été refusé par elle. On comprendra aisément pourquoi devant la lucidité sans concessions d'une telle pensée. On regrettera aussi que cette œuvre (et il faut considérer le film comme une œuvre de Sartre, l'oral suppléant l'écriture qui lui est désormais interdite par la maladie) soit limitée dans sa portée : la télévision aurait permis l'élargissement du public et un découpage plus « pédagogique » des propos. Ce marathon intellectuel arrêtera beaucoup de gens et c'est dommage.

Jean-François MATHE ■

(1) Réalisé par Alexandre Astruc et Michel Contat. *Saint-André-des-Arts* (326-48-48), 14-Juillet-Bastille (357-90-81), 14-Juillet-Parnasse (326-58-00).

les mots croisés de TS...

Problème n° 4



Verticalement :

1. Cela résume « Démocratie française ». 2. Liquide dans un sens et solide dans l'autre - Font la course en Australie. 3. Liquidé - Article. 4. La droite musclée a son homme ! - En ruine. 5. Déclamaient chez de vieux Grecs - Des légumes. 6. Ne font pas le pont - Aux bouts du zoom. 7. Trois points sur quatre - Avale. 8. Font échec au roi. 9. Direction - Seulement si ça rapporte, pour le promoteur. 10. Exhibition, voire débouché ! 11. En voilà des manières - Des lettres de Nîmes. 12. Se roulent - Souvent chauds. 13. On ne peut pas le sentir. 14. Pas tout à fait rat - Au secours !

Horizontalement :

I. Ne te fatigue plus, Raymond, tout le monde a compris ce que ça voulait dire ! (3 mots). II. Nous laissent tomber - Arrose des Normands. III. Victimes - Un étalon sur le retour. IV. Faisaient bouillir - Un tir que n'hésitent pas à pratiquer des hommes de Ponia. V. Fis du tort - Crus - Le pouvoir risque de tomber dessus ! VI. Possessif retourné - A son domaine - En terre. VII. Le surnom d'un trafiquant d'or - Nous cassent les pieds. VIII. Nécessaire pour comprendre ce qui suit - Plutôt sombre. IX. Une position de juge - Pendantes quand elles sont mal roulées.

Problème n° 3 solution

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	E	T	H	O	D	I	Q	U	E
II	O	C	R	E	A	N	G	E	S	
III	U	O	N	A	M	O	T	S		
IV	I	L	A	N	E	O	S	A		
V	S	E	R	R	E	O	M	A	R	
VI	E	A	I	R	R	M	T			
VII	S	U	A	V	I	S	S	A		
VIII	T	E	I	N	C	I	E	G		
IX	P	A	T	I	L	P	A	V	E	
X	C	H	A	U	S	S	U	R	E	S

boîte à idées

jusqu'au 31-12-1976
Tribune socialiste propose

dans les Bouches-du-Rhône

Les responsables propagande du département se sont réunis, et ont pris dans le cadre de la campagne pour TS, les décisions suivantes :

• Ventes militantes

Chaque section organisera une vente militante par semaine, que ce soit sur un marché, à la sortie d'une usine d'une faculté, etc.

• Publicité

Chaque groupe prend comme objectif d'améliorer la vente d'un kiosque situé dans son lieu d'intervention. Il organisera dès lors des affichages publicitaires aux alentours et demandera au kiosque concerné de bien présenter le journal.

Un gala de soutien à TS, sera organisé en janvier-février.

• Action auprès des sympathisants

Une lettre sera adressée à tous les sympathisants connus, leur proposant de s'abonner à TS ou de soutenir le journal d'une manière ou d'une autre.

• Campagne d'abonnement

Chaque responsable propagande des sections ou groupes sera personnellement chargé de mener à bien la campagne « Un abonné nouveau par adhérent ». Le Bureau fédéral, centralisera les résultats, et fera régulièrement le point sur les résultats obtenus.

Un effort significatif, dont les résultats commencent à apparaître à notre colonne abonnements, comme en ventes militantes.

Nous ne dirons jamais assez, qu'il s'agit simplement de *vouloir* pour gagner.

A l'image de ce qui a été fait dans les Bouches-du-Rhône, beaucoup de fédérations annoncent qu'elles vont tenir dans la quinzaine qui vient, des assemblées générales, ou des réunions de responsables propagande, pour faire entrer dans les faits, la campagne en faveur de TS.

Dans la mesure, où l'effort entrepris, va être systématisé, et devenir celui de tout le parti, les objectifs que nous nous sommes fixés peuvent être rapidement atteints.

Cela est d'autant plus vital, que l'attitude des grands médias, à l'égard de nos activités et de nos propositions, le silence qu'ils entretiennent sur le PSU, rendent chaque jour plus indispensable, l'augmentation de la diffusion et du rayonnement de notre journal.

C'est à nous qu'il appartient de démontrer en premier notre vitalité et notre capacité de renouvellement, avant qu'ils ne soient reconnus par les autres, amis ou ennemis.

Christian Guerche ■

Nous avons déjà reçu 300 réponses au questionnaire du dossier TS, qui sont une mine de renseignements, (« sociologie » du lecteur), d'encouragements, (lettres d'accompagnement, chèques), d'avis et de propositions sur la nouvelle formule.

Le dépouillement est en cours. Nous présenterons d'ici la fin du mois une synthèse difficile des résultats.

Il y a encore beaucoup trop de lecteurs qui n'ont pas répondu

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 108-109 Les rapports Partis-Syndicats	4,00

VIENT DE PARAITRE

N° 110 Comment battre la droite 2,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

LES PUBLICATIONS DU PSU

TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire, tirage de 30.000 exemplaires, reçu par tous les militants et les abonnés. Vente par les sections.

CRITIQUE SOCIALISTE, revue théorique du PSU, ayant pour vocation de préparer et de prolonger le débat autour du projet politique du PSU.

PSU-DOCUMENTATION, support de la formation des militants. Une douzaine de numéros par an.

LUTTES, brochure du secteur entreprise. Support de l'intervention du PSU dans les entreprises.

GERMINAL, journal du secteur agricole du PSU. Parution mensuelle. C'est le support de l'intervention du PSU en milieu rural.

FORMULE 1		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (6 mois)	70 F	60 F
T.S. (1 an)	120 F	100 F
FORMULE 2		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (1 an)	120 F	140 F
Critique socialiste (1 an)	50 F	
	170 F	
FORMULE 3		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (1 an)	120 F	170 F
C.S. (1 an)	50 F	
PSU-Doc (20 n°)	30 F	
LUTTES (10 n°)	20 F	
GERMINAL (10 n°)	10 F	
	230 F	

une offre supplémentaire

A tous ceux qui s'abonnent à l'une des trois formules,

TS offre :

« r... comme racket pétrolier » avec une forte réduction

Prix normal : 39,50 F

Offre TS : 30 F

(Franco de port)

confrontations



Cette semaine nous en sommes à

819

nouveaux abonnements

depuis le début de la campagne

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code postal Ville

Je souscris un abonnement :

Formule 1 : 6 mois 60 F
1 an 100 F
Formule 2 : 140 F
Formule 3 : 170 F

Ci-joint versement CCP¹ CB¹
à l'ordre de :

TS : CCP 582665 Paris

J'achète l'ouvrage
« r... comme racket... » 30 F (1) Rayer la mention inutile

TOTAL : F